14 juin 1978 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

REUNION DE PRESSE DE M. VALERY GISCARD D'ESTAING, PALAIS DE L'ELYSEE, MERCREDI 14 JUIN 1978

LE PRESIDENT.- MESDAMES ET MESSIEURS LES JOURNALISTES, JE VOUS ACCUEILLE D'ABORD A L'ELYSEE POUR CETTE REUNION_DE_PRESSE A L'OCCASION DE LAQUELLE NOUS ALLONS FAIRE LE TOUR DE L'ENSEMBLE DES PROBLEMES QUI SE POSENT A LA FRANCE DANS LES DIFFERENTS DOMAINES POLITIQUES, ECONOMIQUES, SOCIAUX, INTERIEURS ET EXTERIEURS. EN OUVERTURE A CETTE REUNION_DE_PRESSE, JE RAPPELLERAI QU'AU MOIS DE MARS `ELECTIONS LEGISLATIVES`, LA FRANCE A FAIT LE BON CHOIX. LE BON CHOIX N'A PAS FAIT DISPARAITRE LES PROBLEMES, MAIS LE BON CHOIX PERMET DE LES RESOUDRE. JE VOUS DIRAI COMMENT LE GOUVERNEMENT ET MOI-MEME, DANS L'EXERCICE DE NOS FONCTIONS, NOUS AGISSONS POUR LES RESOUDRE. JE VOUS RAPPELLERAI MES DEUX OBJECTIFS CONSTANTS, OBJECTIFS QUE JE VOUS AVAIS D'AILLEURS ENONCES DANS CETTE SALLE AU MOIS D'AVRIL 1976 `22`. LE PREMIER OBJECTIF, C'EST DE FAIRE DE LA FRANCE UNE DEMOCRATIE PAISIBLE ET REFLECHIE. LE SECOND OBJECTIF, C'EST DE FAIRE DE LA FRANCE UNE PUISSANCE QUI SOIT, MIS A PART LES DEUX SUPER-PUISSANCES, A LA TETE DES PAYS QUI CONDUISENT L'EVOLUTION DE NOTRE TEMPS, ET SOIT DONC A-CE-TITRE PRESENTE DANS TOUTES LES GRANDES REFLEXIONS ET DANS TOUS LES GRANDS DEBATS MONDIAUX, COMME LE VEUT NOTRE TRADITION HISTORIQUE. A CES OBJECTIFS, J'EN AJOUTERAI UN TROISIEME, MAIS VOUS ME PERMETTREZ SI VOUS LE VOULEZ BIEN, DE LE CONSERVER POUR MA CONCLUSION. NOUS PRENDRONS SUCCESSIVEMENT LES GRANDS SUJETS DU MOMENT, C'EST-A-DIRE D'ABORD LES QUESTIONS POLITIQUES TOUCHANT A LA FOIS LA SITUATION POLITIQUE, NOS INSTITUTIONS, LES PROBLEMES ELECTORAUX, ENSUITE LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX : DEFINITION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, OBJECTIFS DE CELLE-CI, PROBLEMES QUI SE POSENT DANS SON APPLICATION, PERSPECTIVES ET PROBLEMES DE LA POLITIQUE SOCIALE ET, ENFIN, LA SITUATION INTERNATIONALE ET, A CET EGARD, LA POSITION DE LA FRANCE. ENFIN, S'IL Y A_LIEU, DES QUESTIONS DIVERSES. NOUS COMMENCERONS DONC PAR LA POLITIQUE ET LA TRADITION VEUT QUE CE SOIT LE PRESIDENT DE LA PRESSE PRESIDENTIELLE QUI POSE LA PREMIERE QUESTION

-\

ALAIN FERNBACH.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN INTRODUCTION A TOUTES LES QUESTIONS QUI VOUS SERONT POSEES, UNE QUESTION GENERALE SUR LA POLITIQUE INTERIEURE. JE VOUDRAIS CONNAITRE VOTRE ANALYSE ET VOTRE REFLEXION AU-DELA DU BON CHOIX DES ELECTIONS DE MARS DERNIER. AUTREMENT DIT, EST-CE QUE LE PAYSAGE POLITIQUE DEPUIS MARS DERNIER A CHANGE ET AVEZ-VOUS AUJOURD'HUI UNE MAJORITE A LA MESURE DE VOTRE AMBITION POLITIQUE ? LE PRESIDENT.- VOTRE QUESTION PORTE SUR LE SENS QUE J'AI DONNE AU RESULTAT DES ELECTIONS DU MOIS DE MARS. D'ABORD, LES ELECTIONS DU MOIS DE MARS ONT MARQUE L'ACHEVEMENT D'UNE PERIODE. EN REALITE, LA FRANCE ETAIT EN CAMPAGNE ELECTORALE PLUS OU MOINS PERMANENTE DEPUIS 1973, D'ABORD EN-RAISON DE LA MULTIPLICATION DES ECHEANCES ELECTORALES ET D'AUTRE_PART EN-RAISON DU GRAND DEBAT QUI S'ETAIT INSTAURE AUTOUR DU PROGRAMME_COMMUN DE GOUVERNEMENT. LES DERNIERES ELECTIONS LEGISLATIVES QUI ONT ETE UNE PREUVE DE LA CAPACITE, DE LA MATURITE

DEMOCRATIQUE DE LA FRANCE, ET QUI D'AILLEURS, VOUS LE SAVEZ, ONT ETE RESSENTIES COMME TELLES PAR L'OPINION INTERNATIONALE, TRES LARGEMENT DANS LE MONDE, CES ELECTIONS DE MARS 1978 ONT ACHEVE CETTE PERIODE. ELLES ONT CONFIRME LA MAJORITE DANS SES RESPONSABILITES AU_PRIX CEPENDANT D'UN ASSEZ LARGE RENOUVELLEMENT DES HOMMES, PUISQUE VOUS SAVEZ QUE DANS LA NOUVELLE ASSEMBLEE_NATIONALE, IL Y A 120 NOUVEAUX PARLEMENTAIRES `NOMBRE` CE QUI REPRESENTE 37 % `STATISTIQUE` DE L'EFFECTIF PARLEMENTAIRE, CE QUI NE S'ETAIT PAS VU DANS AUCUNE DES CONSULTATIONS ELECTORALES RECENTES. IL Y A DONC UN RENOUVEAU ASSEZ PROFOND DES HOMMES, MAIS EN MEME TEMPS CONFIRMATION DE LA RESPONSABILITE DONNEE A LA MAJORITE POUR POURSUIVRE SON ACTION

-\

`REPONSE` MAIS LA GRANDE NOUVEAUTE INTRODUITE DANS LE PAYSAGE POLITIQUE FRANCAIS `ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978` A ETE DE CHANGER FONDAMENTALEMENT LES DONNEES DE LA SITUATION DE L'OPPOSITION. L'OPPOSITION AVAIT FONDE SON ACTION AU-COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES SUR UN ACCORD DE GOUVERNEMENT `PROGRAMME_COMMUN`. CET ACCORD DE GOUVERNEMENT, FINALEMENT, N'A PAS SURVECU AUX ELECTIONS DU MOIS DE MARS, SI BIEN QU'IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, UN REEXAMEN PAR LES FORMATIONS POLITIQUES DE L'OPPOSITION DE LEURS PERSPECTIVES TACTIQUES ET, EN MEME TEMPS, DU CONTENU POLITIQUE DE LEUR PROGRAMME ET DE LEUR ACTION. NOUS ENTRONS DONC DANS UNE PERIODE OU IL N'Y A PAS D'ECHEANCE ELECTORALE IMMEDIATE, OU L'OPPOSITION EST AMENEE A RECONSIDERER EN PROFONDEUR SA TACTIQUE ET SON PROGRAMME, OU LA MAJORITE VA POURSUIVRE UNE ACTION QUE JE VAIS AVOIR L'OCCASION DE DECRIRE EN REPONSE A VOS QUESTIONS ET OU EN MEME TEMPS IL M'A PARU NECESSAIRE DE POURSUIVRE MON EFFORT EN DIRECTION D'UNE OUVERTURE POLITIQUE. CETTE OUVERTURE POLITIQUE, IL FAUT TOUJOURS EN VOIR L'OBJET PRECIS : CREER EN FRANCE LES CONDITIONS D'UNE COHABITATION RAISONNABLE ENTRE LES FORMATIONS DEMOCRATIQUES ET NON PAS DE MODIFIER L'EQUILIBRE POLITIQUE PAR DES INITIATIVES IMPROVISEES DE DEBAUCHAGE OU DE MANOEUVRE A COURT TERME. J'AI PRIS A CET EGARD UN CERTAIN NOMBRE D'INITIATIVES. ELLES ONT COMMENCE A MODIFIER LE PAYSAGE POLITIQUE DE LA FRANCE £ JE DIS BIEN COMMENCE, PUISQU'IL S'AGIT DE MODIFIER LES HABITUDES ET QUE RIEN N'EST PLUS LONG QUE LE CHANGEMENT DES HABITUDES. MAIS JE POURSUIVRAI DANS CETTE DIRECTION

-\

HELENE MATHIEU (MARIE-CLAIRE `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'ACTUEL GOUVERNEMENT COMPREND 4 FEMMES, LE PRECEDENT EN AVAIT 6. POURTANT, LORS DE LA DERNIERE CAMPAGNE ELECTORALE, LES PARTIS DE LA MAJORITE N'ONT PAS NEGLIGE LES PROBLEMES DES FEMMES. CETTE DIMINUTION DU NOMBRE DES FEMMES MINISTRES SOUS-ENTEND-ELLE UNE DIMINUTION D'INTERET DE VOTRE PART A L'EGARD DES PROBLEMES INHERENTS A LA CONDITION FEMININE ? LE PRESIDENT.- MADAME, JE NE CROIS PAS QU'IL FAILLE MESURER L'INTERET PORTE AUX PROBLEMES FEMININS UNIQUEMENT AU NOMBRE DE FEMMES FIGURANT DANS UN GOUVERNEMENT. SI L'ON PRENAIT CET INSTRUMENT DE MESURES, NOUS SERIONS D'AILLEURS AVEC LES 4 FEMMES ACTUELLES, EN TETE DU CLASSEMENT EUROPEEN ET MEME INTERNATIONAL. IL SE TROUVE QUE DANS LA COMPOSITION D'UN GOUVERNEMENT, IL Y A DES CHANGEMENTS QUI SE PRODUISENT, TANTOT DANS LE SENS DE L'AUGMENTATION, TANTOT DANS LE SENS DE LA DIMINUTION ET COMME IL Y A UNE LEGERE CONTRACTION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT AU TOTAL, IL Y A EU UNE REDUCTION DU NOMBRE DES FEMMES PRESENTES DANS LE GOUVERNEMENT. JE VOUS INDIQUE QUE JE ME PREOCCUPE DANS LES ADAPTATIONS FUTURES DU GOUVERNEMENT DE FAIRE EN SORTE QUE S'ACCROISSE A NOUVEAU LA PARTICIPATION FEMININE

-\

`
`REPONSE` MAIS J'IRAI PLUS LOIN QUE VOTRE QUESTION. DEPUIS 1974 `ANNEE`, UN EFFORT TRES IMPORTANT A ETE ENTREPRIS POUR TRAITER LES PROBLEMES DE L'INSERTION ET DE LA PARTICIPATION COMPLETE DE LA FEMME DANS LA SOCIETE FRANCAISE. DES RESULTATS SIGNIFICATIFS ONT ETE OBTENUS PUISQU'ON PEUT DIRE QUE SUR-LE-PLAN LEGISLATIF, L'ESSENTIEL DE CE QU'IL FALLAIT FAIRE A CET EGARD A ETE REALISE ET QU'IL Y A EU UNE ETAPE OU LA MISE EN_PLACE DE CES DISPOSITIONS LEGISLATIVES A ETE RESSENTIE DE MANIERE TRES POSITIVE PAR NOS COMPATRIOTES FEMININES. A L'HEURE ACTUELLE, IL S'AGIT D'ALLER PLUS LOIN, C'EST-A-DIRE DE NE PAS SE CONTENTER DE TEXTES LEGISLATIFS, MAIS DE LEUR APPLICATION ET DE FAIRE QUE DANS TOUS LES ROUAGES DE NOTRE VIE ADMINISTRATIVE, ECONOMIQUE, SOCIALE, LES FEMMES PUISSENT DEVELOPPER LEURS CAPACITES, LEUR TALENT ET EN FAIRE BENEFICIER NOTRE COLLECTIVITE. A CET EGARD, ELLES ONT EU LE SENTIMENT DEPUIS QUELQUES MOIS QUE LES CHOSES ALLAIENT MOINS VITE OU ALLAIENT MOINS BIEN. JE M'EN PREOCCUPE ET J'AURAI L'OCCASION DE DEMANDER AU GOUVERNEMENT DE REPRENDRE UN CERTAIN NOMBRE D'INITIATIVES POUR POURSUIVRE CET EFFORT QUE J'ESTIME FONDAMENTAL VERS LA PLEINE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE ECONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIALE DE LA FRANCE
-\
M. HENRI TINCQ (LA_CROIX `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS REVENIR SUR VOS EFFORTS D'OUVERTURE POLITIQUE. VOUS AVEZ DONC RECU, A LA FIN DE MAI, LES LEADERS DE L'OPPOSITION POLITIQUE ET SYNDICALE ET JE VOULAIS VOUS DEMANDER QUEL BILAN VOUS FAITES DE CES RENCONTRES. AUTRE QUESTION : AVEZ-VOUS L'INTENTION D'ENVOYER - SI VOUS PERMETTEZ L'EXPRESSION - DE NOUVEAU CARTONS D'INVITATION ? `FRANCOIS MITTERRAND ` GEORGES MARCHAIS ` GEORGES SEGUY ` EDMOND MAIRE ` ANDRE BERGERON ` ETC` LE PRESIDENT.- D'UNE_PART, CES RENCONTRES, A MES YEUX, ETAIENT D'ABORD NORMALES £ ELLES ONT ETE RESSENTIES, PAR L'OPINION, PAR LES MOYENS D'INFORMATION COMME AYANT UN CARACTERE UN PEU SENSATIONNEL MAIS NON PAR MOI, CAR IL EST NORMAL QUE LE CHEF D'UN ETAT DEMOCRATIQUE S'ENTRETIENNE PERIODIQUEMENT AVEC LES GRANDS DIRIGEANTS DES DIFFERENTES FORMATIONS POLITIQUES. COMME C'ETAIT LA PREMIERE FOIS, NATURELLEMENT ON A CONFERE A CETTE RENCONTRE UN CARACTERE UN PEU SOLENNEL £ LE CONTENU DE CES DEBATS A ETE PRESENTE, DE MON COTE D'UNE MANIERE VOLONTAIREMENT RESERVEE, DE FACON A NE PAS PARAITRE VOULOIR UTILISER A MON AVANTAGE CETTE PROCEDURE, MAIS C'ETAIT LE DEBUT D'UNE PRATIQUE NORMALE ET QUI SERA POURSUIVIE QUAND LES SUJETS LE REQUERRONT. JE L'AI FAIT EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT PARCE QUE J'AI PENSE QUE C'ETAIT UN PROBLEME DONT LA SOLUTION S'ETENDRAIT SUR DE NOMBREUSES ANNEES ET QU'IL ETAIT SOUHAITABLE QUE LES GRANDES FAMILLES POLITIQUES FRANCAISES FUSSENT INFORMEES DU DEROULEMENT DE CE PROCESSUS. JE LE FERAI A NOUVEAU LORSQUE DE GRANDES CIRCONSTANCES INTERNATIONALES LE RENDRONT SOUHAITABLE. J'ENVISAGE AINSI DE RECEVOIR LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION AVANT QUE NE SE TIENNENT LES REUNIONS AU SOMMET QUI SONT PREVUES, COMME VOUS SAVEZ, POUR LE PROCHAIN MOIS DE JUILLET ET OU SERONT EXAMINES LES GRANDS PROBLEMES DU FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE
-\
`REPONSE` IL Y A D'AUTRES SUJETS QUI SONT DE LA COMPETENCE DU GOUVERNEMENT, PLUS DIRECTEMENT DU PREMIER MINISTRE, ET LA AUSSI JE SOUHAITERAIS QUE DES ENTRETIENS `AVEC L'OPPOSITION` SOIENT POSSIBLES. JE VOUS CITERAI DEUX SUJETS A PROPOS DESQUELS IL ME SEMBLE QUE DES INITIATIVES DOIVENT ETRE PRISES. CE PREMIER SUJET, C'EST LE PROBLEME DU CUMUL DES MANDATS POLITIQUES. J'AI ETE TRES FRAPPE COMME VOUS-MEME DU FAIT QUE NOS PRATIQUES ABOUTISSENT A CE QUE LES MANDATS POLITIQUES LOCAUX SOIENT

EXERCES PAR UN PETIT NOMBRE D'ELUS QUI SE TROUVENT A LA FOIS REPRESENTER LA VIE POLITIQUE A SES DIFFERENTS ECHELONS, COMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX, NATIONAUX ET EUROPEENS. DANS UNE PERIODE OU NOUS SOUHAITONS LA DIFFUSION DES RESPONSABILITES, OU IL FAUT QU'IL Y AIT LE PLUS GRAND NOMBRE DE FRANCAIS POSSIBLE QUI PARTICIPENT A NOTRE VIE ELECTIVE NATIONALE, JE CROIS QUE CETTE SITUATION N'EST PAS SATISFAISANTE. LE GOUVERNEMENT DOIT PROPOSER AU PARLEMENT UN TEXTE SUR LA LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS, PAR EXEMPLE A DEUX MANDATS ELECTIFS NATIONAUX. MAIS C'EST UN PROBLEME QUI N'EST PAS D'INTERET PARTISAN ET QUI NE CONCERNE PAS PLUS DIRECTEMENT LA MAJORITE QUE L'OPPOSITION. C'EST UN PROBLEME D'INTERET DEMOCRATIQUE. JE SOUHAITERAIS DONC QUE LE PREMIER MINISTRE, AVANT QUE LE GOUVERNEMENT N'ELABORE UN TEL PROJET, PUISSE S'EN ENTRETENIR BIEN ENTENDU AVEC LES DIRIGEANTS DE LA MAJORITE, MAIS AUSSI AVEC LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

-\

`REPONSE ` ENTRETIENS AVEC L'OPPOSITION` DEUXIEME SUJET : LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES. VOILA UN PROBLEME DONT ON PARLE INDEFINIMENT EN FRANCE ET POUR LEQUEL JUSQU'A PRESENT ON N'A PAS PU ABOUTIR A UNE SOLUTION PRATIQUE AVEC CET INCONVENIENT QU'IL Y A UN CARACTERE CLANDESTIN OU INCERTAIN DANS LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES ET UNE ATMOSPHERE QUI, A CET EGARD, N'EST PAS SATISFAISANTE. JE PENSE QUE LE MOMENT EST VENU POUR LE GOUVERNEMENT DE PROPOSER UN MODE REGULIER DE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES. JE N'IGNORE PAS LES DIFFICULTES DU SUJET. QUELS PARTIS ? COMMENT REPARTIR LES RESSOURCES ? MAIS L'ON PEUT PENSER A QUELQUES FORMULES SIMPLES. LA SEULE FACON DE LE FAIRE, C'EST A-PARTIR DES RESULTATS DU SUFFRAGE UNIVERSEL, EXPRIME A L'OCCASION DE L'ELECTION A L'ASSEMBLEE_NATIONALE `LEGISLATIVES`. IL Y A LA UNE BASE A-PARTIR DE LAQUELLE UNE REPARTITION PEUT ETRE ENVISAGEE. DES RESSOURCES, POUR QUEL EMPLOI ? EH BIEN POUR POUVOIR DISPOSER DE LOCAUX, DE PERSONNEL ET DU MATERIEL ADMINISTRATIF NECESSAIRE A LA VIE D'UN PARTI POLITIQUE. COMME TOUT CECI DEVRAIT NATURELLEMENT SE DEROULER DANS DES CONDITIONS TRES TRANSPARENTES, DES MAGISTRATS DE LA COUR_DES_COMPTES VEILLERAIENT A L'IMPUTATION DES DIFFERENTES CATEGORIES DE DEPENSES. UN TEL SYSTEME DEVRAIT ETRE MIS EN_PLACE, ME SEMBLE-T-IL, AUSSITOT QUE POSSIBLE £ COMME IL FAUT DU TEMPS POUR SON ELABORATION, ON PEUT PENSER, PAR EXEMPLE, A LE FAIRE COMMENCER A-PARTIR DU 1ER JANVIER 1980 `DATE`. IL FAUT UN PROJET DE LOI POUR ORGANISER CE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES. EH BIEN, JE SOUHAITE, LA AUSSI, QUE LE PREMIER MINISTRE S'ENTRETIENNE AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA MAJORITE, MAIS AUSSI DE L'OPPOSITION, D'UN PROBLEME QUI EST UN PROBLEME D'INTERET COMMUN, POUR VOIR QUELLE EST LA SOLUTION LA PLUS PRATIQUE ET LA PLUS EQUITABLE

-\

`REPONSE` ENFIN, UN SUJET QUI N'EST PAS TOUT A FAIT DE MEME _NATURE, MAIS QUE JE VOUDRAIS MENTIONNER, C'EST LA SUITE A DONNER AUX PROPOSITIONS QUE LE GOUVERNEMENT FERA, CONCERNANT LA DIFFUSION DES RESPONSABILITES AU NIVEAU COMMUNAL, LA SUITE A DONNER SUR-LE-PLAN DU MODE DE SCRUTIN EN CE QUI CONCERNE LES ELECTIONS LOCALES. LE GOUVERNEMENT VA DEPOSER UN PROJET DE LOI-CADRE, VOUS LE SAVEZ, A L'AUTOMNE, POUR DEVELOPPER LES RESPONSABILITES LOCALES ET, EN-PARTICULIER, LES RESPONSABILITES COMMUNALES. C'EST L'OCCASION DE S'INTERROGER SUR LE MODE DE SCRUTIN LE PLUS ADAPTE POUR ETENDRE PRECISEMENT CES RESPONSABILITES LOCALES ET COMMUNALES. NOUS AVONS ACTUELLEMENT UN SYSTEME QUI DIVISE LES COMMUNES EN DEUX CATEGORIES : AU-DESSOUS DE 30.000 `NOMBRE` HABITANTS, UN SYSTEME ANCIEN, QUI D'AILLEURS FONCTIONNE BIEN ET QUI EST ACCEPTE PAR LA POPULATION DEPUIS LONGTEMPS

`PANACHAGE DES LISTES ELECTORALES` £ ET AU-DELA DE 30.000 HABITANTS, UN SYSTEME MAJORITAIRE A LISTE BLOQUEE, QUI A L'INCONVENIENT DE RESTREINDRE LA PARTICIPATION DANS LA GESTION COMMUNALE. JE CROIS QUE LA DIFFUSION DES RESPONSABILITES DANS LA VIE MUNICIPALE SERAIT MIEUX ASSUREE PAR UN SCRUTIN DE TYPE PROPORTIONNEL, SCRUTIN QUI S'APPLIQUERAIT ALORS POUR LES COMMUNES DE PLUS DE 30.000 HABITANTS, LES COMMUNES AU-DESSOUS DE 30.000 HABITANTS CONSERVANT LEUR REGIME ACTUEL. EST-CE QU'UN SCRUTIN DE CE TYPE DEVRAIT ETRE APPLIQUE A L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITES LOCALES ? EST-CE QU'IL FAUT, AU CONTRAIRE, CONSERVER DANS LES PLUS GRANDES VILLES UN DISPOSITIF SECTORIEL TEL QU'IL EXISTE ACTUELLEMENT, VOUS LE SAVEZ, POUR LES PLUS GRANDES D'ENTRE ELLES ? CE SONT DES QUESTIONS DONT LE PREMIER MINISTRE DEVRAIT S'ENTRETENIR, AVANT QUE LE GOUVERNEMENT N'EN DELIBERE, AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA MAJORITE ET DE L'OPPOSITION, PUISQU'IL S'AGIT, LA AUSSI, D'UN PROBLEME D'INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET NON PAS D'UN PROBLEME PARTISAN
-\
M. YVAN LEVAI (EUROPE_1) `RADIO`.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS LE PASSE, DES GAULLISTES ONT PEUT-ETRE CEDE AUX TENTATIONS ET AUX FACILITES DE CE QUE L'ON A APPELE "L'ETAT UDR". EST-CE QU'IL N'Y A PAS AUJOURD'HUI, AUTOUR DE VOUS, DES HOMMES TROP ZELES QUI, A LEUR TOUR, CEDERAIENT A LA TENTATION ET AUX FACILITES D'UN "ETAT UDF", ET EST-CE QUE, POUR TOUT DIRE, ON N'ORGANISERAIT PAS DANS LA PRESSE ET DANS L'ADMINISTRATION, EN VOTRE NOM ET MALGRE VOTRE PHILOSOPHIE LIBERALE, CE QU'ON APPELLE "LA CHASSE AUX SORCIERES" ? LE PRESIDENT.- MONSIEUR LEVAI, QUAND ON DIT DES CHOSES DE CE GENRE, ON NE SE CONTENTE PAS DE PROPOS VAGUES, ON DOIT DIRE DES CHOSES PRECISES. J'AI SUIVI CE MATIN LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES, ON A NOMME UN GRAND NOMBRE DE PERSONNES, CIVILES ET MILITAIRES, PREFETS, MEMBRES DU CONSEIL_D_ETAT, ETC... JE N'AI APERCU AUCUNE PREOCCUPATION PARTISANE. DONC, SI VOUS AVEZ, VOUS, D'AUTRES INFORMATIONS, JE SERAIS HEUREUX QUE VOUS EN FASSIEZ _ETAT, ET JE VOUS REPONDRAIS VOLONTIERS
-\
M. LEVAI.- JE VOUDRAIS SIMPLEMENT PRECISER MA QUESTION. IL Y A 2, 3 ET PEUT-ETRE MEME 4 PARTIS DANS LA MAJORITE. CES PARTIS DE LA MAJORITE ONT UNE PRESSE, ILS S'EXPRIMENT, ET DISONS QUE L'UN DE VOS ALLIES, LE PLUS IMPORTANT, A LE SENTIMENT QU'IL Y A EFFECTIVEMENT DES MUTATIONS DANS L'ADMINISTRATION QUI CORRESPONDENT PEUT-ETRE AU DESIR D'UN "ETAT UDF"... LE PRESIDENT.- ECOUTEZ, IL EUT ETE INTERESSANT QUE VOUS DISIEZ DES CHOSES PRECISES
- DES LORS QUE VOUS NE LE FAITES PAS, JE NE PEUX PAS LE FAIRE A VOTRE PLACE
- MAIS JE PRENDRAI SIMPLEMENT LES PLUS GRANDS MOYENS D'INFORMATION. LES PLUS GRANDS MOYENS D'INFORMATION SONT LES MOYENS DE TELEVISION. IL Y A EU LE RENOUVELLEMENT DES DIRIGEANTS DES ORGANISMES DE TELEVISION. JE N'AI PAS A APPRECIER CE QUE SONT LEURS SENTIMENTS POLITIQUES - D'AILLEURS JE NE LE LEUR AI PAS DEMANDE - MAIS L'UN D'ENTRE EUX A ETE, JADIS, PRECISEMENT CHARGE DE L'INFORMATION A L'ELYSEE, AUPRES DU GENERAL DE GAULLE, L'AUTRE A ETE, A MA CONNAISSANCE, DIRECTEUR DE CABINET D'UN DES GRANDS MINISTRES UDR DE L'EPOQUE, LE TROISIEME EST EN_PLACE DEPUIS 1974. DONC, JE N'APERCOIS PAS LES CHANGEMENTS QUE VOUS INDIQUEZ ET, EN TOUT CAS, IL N'Y A, DE MA PART, AUCUN DESIR DE FAIRE AUTRE CHOSE QUE D'APPLIQUER MA REGLE : C'EST QUE JE CHERCHE POUR CHAQUE FONCTION "LES MEILLEURS", ET VOUS N'AVEZ QU'A VOIR QUE, DANS TOUTES LES NOMINATIONS QUI ONT EU_LIEU AU-COURS DES DERNIERES ANNEES, MON IDEE EST QUE, PARTOUT, NOUS NOMMIONS LES MEILLEURS. JE NE SAIS PAS SI LES MEILLEURS ONT EN_COMMUN UNE PREFERENCE POLITIQUE..
-\
M. BERNARD MANCEAU (L'INTERET EUROPEEN `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT

M. BERNARD MANCLAU (L'INTERET EUROPEEN `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ DIT, IL Y A UN INSTANT, QU'IL N'Y AVAIT PAS D'ECHEANCE ELECTORALE IMMEDIATE ET VOUS AVEZ PARLE DES MODALITES D'ELECTION. OR, COMME VOUS LE SAVEZ, LE MOUVEMENT EUROPEEN, PRESIDE PAR L'EMINENT LOUIS LEPRINCE-RINGUET, IL Y A QUATRE JOURS SEULEMENT, A EMIS UN VOEU ECRIT - ET IL VOUS EN A FAIT PART, BIEN ENTENDU - SOUHAITANT QUE L'ELECTION DU PARLEMENT_EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL, PREVUE EN FRANCE POUR LE 10 JUIN 1979 `DATE`, BENEFICIE D'UNE INFORMATION LARGE ET OBJECTIVE, NOTAMMENT A LA RADIO ET A LA TELEVISION. N'ESTIMEZ-VOUS PAS INDISPENSABLE, MONSIEUR LE PRESIDENT, EN EFFET, QUE LES FRANCAIS CONNAISSENT MIEUX CE PARLEMENT ? LE PRESIDENT.- J'AI INDIQUE QU'IL N'Y AVAIT PAS D'ELECTION NATIONALE DANS LA PERIODE PROCHAINE CAR IL N'Y EN A PAS, LA PROCHAINE ELECTION NATIONALE ETANT EN 1981. IL Y A, BIEN ENTENDU, DES ELECTIONS DIVERSES, ET D'AILLEURS IMPORTANTES, QUE JE NE MINIMISE PAS, MAIS QUI N'ONT PAS LE MEME CARACTERE, PUISQU'IL Y AURA DES ELECTIONS CANTONALES L'ANNEE PROCHAINE, POUR LA MOITIE DES CONSEILS_GENERAUX, QU'IL Y AURA DES ELECTIONS SENATORIALES POUR LE TIERS DES SIEGES DE SENATEURS, ET QU'IL Y AURA L'ELECTION A L'ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE. MAIS CES ELECTIONS ONT CHACUNE DES OBJETS PRECIS ET NE CONSTITUENT PAS DES ELECTIONS NATIONALES, AU SENS DE L'ELECTION DE L'ASSEMBLEE_NATIONALE OU DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. C'EST DONC UNE PERIODE, JE LE RAPPELLE, DE TROIS ANS, PENDANT LAQUELLE L'ACTION POLITIQUE ET GOUVERNEMENTALE PEUT SE DEPLOYER AVEC UN CERTAIN HORIZON. PAR CONTRE, L'ELECTION DE L'ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE SERA EN EFFET TRES IMPORTANTE, ELLE SERA TRES IMPORTANTE PUISQU'ELLE DETERMINERA LA LISTE DES FRANCAISES ET DES FRANCAIS QUI IRONT PARLER AU NOM DE LA FRANCE AU-SEIN DE CETTE ASSEMBLEE. IL VA DE SOI QU'IL Y AURA LE PLUS LARGE DEBAT ET QU'EN-PARTICULIER LES GRANDS MOYENS AUDIO-VISUELS, SOUS LA RESPONSABILITE DE LEURS DIRIGEANTS, DEVRONT FAIRE EN SORTE QUE LES FORMATIONS QUI PRESENTERONT DES CANDIDATS POUR CETTE ELECTION PUISSENT AVOIR LARGEMENT ACCES A L'OPINION PUBLIQUE

-\

`REPONSE` PUISQUE VOUS ME PARLEZ D'INFORMATION ET QU'UNE QUESTION A SOUVENT ETE POSEE A CET EGARD, (ET C'EST LA SUITE DE CE QUI M'AVAIT ETE DEMANDE SUR LES PERSPECTIVES D'OUVERTURE) JE VOUS RAPPELLE QUE LORSQUE J'AI RECU LES DIRIGEANTS DES PARTIS POLITIQUES, ILS M'ONT PARLE DU FINANCEMENT DES PARTIS, MAIS AUSSI DES PROBLEMES DE L'INFORMATION ET DE L'ACCES DES FORMATIONS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'INFORMATION. AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE MINISTRE CHARGE DE LA COMMUNICATION `JEAN-PHILIPPE LECAT`, NOUS AVONS ABOUTI A LA CONCLUSION SUIVANTE £ S'AGISSANT DE L'ACCES DES FAMILLES POLITIQUES AUX GRANDS MOYENS D'INFORMATION `RADIO ` TELEVISION` C'EST UN FAIT QU'ELLES Y ONT TRES LARGEMENT ACCES. C'EST UNE BONNE CHOSE, ET C'EST D'AILLEURS UN FAIT QUE LA DERNIERE CAMPAGNE ELECTORALE N'A PAS DONNE_LIEU AUX CRITIQUES OU AUX PROTESTATIONS TRADITIONNELLES CONCERNANT LA DIFFICULTE D'ACCES AUX GRANDS MOYENS D'INFORMATION. J'AI ETE FRAPPE DE VOIR QUE CELA N'A PAS ETE DES SUJETS DU DEBAT ELECTORAL. EFFECTIVEMENT, CET ACCES A ETE TRES LARGE. IL FAUT, BIEN ENTENDU, QUE LES CHOSES CONTINUENT DE LA MEME MANIERE

-\

`REPONSE` ON A EVOQUE LE PROBLEME DU DROIT DE REPONSE ET NOUS AVONS REGARDE CE QUE POUVAIT SIGNIFIER CE DROIT DE REPONSE. EN REALITE, QUAND VOUS APERCEVEZ CE QUI SE PASSE DANS NOS GRANDS MOYENS D'INFORMATION, L'AUDIOVISUEL, L'ECRIT, LA PLUPART DU TEMPS LES DIRIGEANTS POLITIQUES S'EXPRIMENT EUX-MEMES A L'OCCASION D'UNE REUNION, D'UNE MANIFESTATION OU

D'UNE DISCUSSION AVEC LES JOURNALISTES. MAIS ILS ONT LE SENTIMENT QUE, PARFOIS, LE GOUVERNEMENT S'EXPRIME SANS QU'ILS AIENT L'OCCASION DE LUI REPONDRE. DONC, NOUS AVONS REGARDE CE QUI POUVAIT ETRE FAIT A CET EGARD. CE QUI PEUT ETRE FAIT, C'EST INTRODUIRE DANS NOTRE PRATIQUE CE QUI EXISTE A L'HEURE ACTUELLE DANS LA PRATIQUE BRITANNIQUE. ON DIT TRES SOUVENT QUE LE DROIT DE REPONSE EXISTE PARTOUT, C'EST TOUT A FAIT INEXACT ET EN-PARTICULIER, PAR EXEMPLE, AUX ETATS-UNIS OU DIEU SAIT QU'IL Y A BEAUCOUP DE MOYENS D'INFORMATION, IL N'Y A PAS CE DROIT DE REPONSE. IL EXISTE EN REALITE EN GRANDE-BRETAGNE ET POUR UNE RAISON TOUT A FAIT PARTICULIERE, C'EST QU'IL Y A DEUX PARTIS PRINCIPAUX, L'UN EST AU POUVOIR, L'AUTRE EST DANS L'OPPOSITION. IL EST DONC NORMAL QU'IL PUISSE Y AVOIR ENTRE EUX UN CERTAIN DIALOGUE. ON SAIT QUE LA SITUATION EN FRANCE N'EST PAS LA MEME. NEANMOINS, NOUS ALLONS PROPOSER D'INTRODUIRE DANS NOTRE PRATIQUE LA MEME REGLE DONT JE VOUS INDIQUE QU'ELLE NE CHANGERA SANS DOUTE PAS FONDAMENTALEMENT LES PRATIQUES ACTUELLES

-\

`REPONSE` MAIS LE PRINCIPE DU DROIT DE REPONSE DOIT ETRE INTRODUIT, C'EST-A-DIRE QUE LORSQUE LE PREMIER MINISTRE OU UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT S'EXPRIMERAIT PAR UTILISATION DE LA FACULTE `DROIT DE COMMUNICATION` QUE LES TEXTES DONNENT EN EFFET AU GOUVERNEMENT DE S'ADRESSER AU PAYS SUR LES GRANDS MEDIAS, ET LORSQUE CE SUJET NE FERAIT PAS L'OBJET EN MEME TEMPS D'UN DEBAT DEVANT LE PARLEMENT (CETTE PRECAUTION ETANT POUR EVITER QUE LE PARLEMENT N'AIT LE SENTIMENT QU'ON VEUT LE DESSAISIR D'UN DEBAT ET LE TRAITER DIRECTEMENT VIS-A-VIS DE L'OPINION PUBLIQUE), L'OPPOSITION DISPOSERAIT ALORS SUR LES MEMES MEDIAS DANS UN DELAI DE 48 HEURES ET A LA MEME HEURE D'ECOUTE, D'UN TEMPS DE REPONSE EGAL A CELUI DE LA COMMUNICATION QUI AURAIT ETE FAITE. CE TEMPS DE REPONSE SERAIT REPARTI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MEDIA ENTRE LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION. CETTE REPONSE SERAIT ENSUITE SUIVIE D'UN DEBAT PARITAIRE ENTRE REPRESENTANTS DE L'OPPOSITION ET REPRESENTANTS DE LA MAJORITE OU DU GOUVERNEMENT SUR LE MEME SUJET. C'EST DONC AINSI QUE SERAIT ORGANISE CE DROIT DE REPONSE. CELA SUPPOSE D'AILLEURS CERTAINES MODIFICATIONS DES CAHIERS DES CHARGES DES SOCIETES DE PROGRAMMES ET LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION `JEAN-PHILIPPE LECAT` VA ETUDIER CE POINT. EN FAIT A L'HEURE ACTUELLE, L'EXPRESSION EST TRES LARGE SUR LES MOYENS D'INFORMATION NATIONAUX. DEPUIS LES ELECTIONS, LE PREMIER MINISTRE `RAYMOND BARRE` NE S'EST PAS ADRESSE A L'OPINION PUBLIQUE PAR LA VOIE PRECISEMENT DE CETTE COMMUNICATION DIRECTE. MAIS IL Y A EU DES DEBATS AVEC DES JOURNALISTES COMME IL CONTINUERA A Y EN AVOIR MAIS CES DEBATS NATURELLEMENT NE PEUVENT PAS EUX, OUVRIR DROIT A UNE REPONSE. DONC, C'EST UNE DISPOSITION IDENTIQUE A CELLE QUI EXISTE DANS LA PRATIQUE BRITANNIQUE QUI SERA INTRODUITE SUIVANT LES MODALITES QUE JE VIENS DE VOUS DECRIRE

-\

JACQUELINE CHABRIDON (RMC `RADIO-MONTE-CARLO`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS TROIS ANS AURONT_LIEU LES PROCHAINES ELECTIONS PRESIDENTIELLES. PENSEZ-VOUS AVOIR ENCORE ASSEZ DE TEMPS POUR REFORMER ET TRANSFORMER LA SOCIETE TELLE QUE VOUS L'AVEZ SOUHAITEE EN 1974 ? LE PRESIDENT.- MADEMOISELLE, JE M'Y EFFORCERAI. JE CROIS QUE, DE TOUTE FACON, L'ACTION POLITIQUE EST UNE ACTION QUI N'A PAS UN CALENDRIER LINEAIRE. ON LANCE D'ABORD UN CERTAIN NOMBRE D'IDEES, ON PREPARE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES OU DE REFORMES ET ENSUITE ON PEUT PRECIPITER QUELQUE PEU LEUR RYTHME DE REALISATION. JE SOUHAITE QUE LES TROIS PROCHAINES ANNEES SOIENT TRES INTENSES SUR-LE-PLAN DE LA MISE EN_OEUVRE DES REFORMES QUE JE SOUHAITE

POUR LA SOCIETE FRANCAISE
-\
PATRICE DUHAMEL (TF1 `TELEVISION`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVIEZ SOUHAITE DANS VOTRE DERNIERE CONFERENCE_DE_PRESSE, LE PLURALISME ORGANISE DANS LA MAJORITE. AVEZ-VOUS LE SENTIMENT, AU-COURS DE LA DERNIERE CAMPAGNE ELECTORALE ET DEPUIS LE 19 MARS DERNIER `1978 ` ELECTIONS LEGISLATIVES` QUE, DANS LA MAJORITE, LE PLURALISME SOIT ORGANISE ? LE PRESIDENT.- JE CONSIDERE QUE, DANS LA VIE QUE JE CONNAIS, QUI EST LA VIE INSTITUTIONNELLE, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CONNAIT LES PARTIS POLITIQUES AU TRAVERS DE LEUR EXPRESSION PARLEMENTAIRE. JE CONSIDERE QUE, DANS LA VIE INSTITUTIONNELLE, LES CHOSES, EN EFFET, VONT COMME ELLES DOIVENT ALLER, C'EST-A-DIRE QU'IL Y A UNE MAJORITE, QUE CETTE MAJORITE EST COMPOSEE DE DEUX GRANDES TENDANCES QUI PARTAGENT LE MERITE DE L'EXPLICATION DONNEE AU MOIS DE MARS POUR PERSUADER LES FRANCAIS DU BON CHOIX ET QUE CELA A ETE FAIT DANS UN CLIMAT DE BONNE ENTENTE. L'APPROBATION DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT A ETE LARGEMENT EXPRIMEE PAR LES DEUX GRANDES FORMATIONS DE LA MAJORITE `RPR ` UDF`. DANS LES DEBATS LEGISLATIFS, ELLES SE SONT PRONONCEES L'UNE ET L'AUTRE, DE MANIERE POSITIVE £ DONC, AU TRAVERS DE CE QUE JE CONNAIS, C'EST-A-DIRE LA VIE DES INSTITUTIONS - ET JE VOUS RAPPELLE QUE J'AI RECU PERSONNELLEMENT LES BUREAUX COMPLETS DES DEUX GROUPES DE LA MAJORITE DE L'ASSEMBLEE_NATIONALE £ EFFECTIVEMENT LE PLURALISME FONCTIONNE D'UNE MANIERE ORGANISEE
-\
LUCILE AUGERON (LE_PEUPLE `JOURNAL` BELGIQUE).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS VENEZ DE DIRE QU'UNE EVENTUELLE LOI SUR LE CUMUL DES MANDATS LIMITERAIT CEUX-CI A DEUX MANDATS NATIONAUX. EST-IL DANS VOS INTENTIONS D'INTERDIRE OU DE LAISSER ELIRE UN DEPUTE OU UN SENATEUR AU PARLEMENT_EUROPEEN ? LE PRESIDENT.- OUI, MADAME, CE PROBLEME A ETE TRANCHE PAR NOTRE LOI ELECTORALE CONCERNANT L'ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE - C'EST LA TERMINOLOGIE - EN FRANCE, POURRONT ETRE CANDIDATS ET POURRONT ETRE ELUS, SOIT DES PARLEMENTAIRES, SOIT DES NON PARLEMENTAIRES. IL N'Y A PAS DE DISPOSITION QUI INTERDIRAIT A UN PARLEMENTAIRE DE SE PRESENTER. IL N'Y EN A PAS NON PLUS QUI RESERVERAIT AUX SEULS PARLEMENTAIRES LE DROIT DE SE PRESENTER. LES DEUX DISPOSITIONS SONT POSSIBLES
-\
BERNARD LEFORT (RTL `RADIO`).- VOUS VENEZ DE PARLER DE REFORMES POLITIQUES. AVANT VOTRE ARRIVEE A L'ELYSEE, VOUS AVIEZ FAIT ALLUSION A UNE REVISION CONSTITUTIONNELLE POSSIBLE, LA REDUCTION DU MANDAT PRESIDENTIEL DE 7 A 5 ANS `DUREE DU MANDAT PRESIDENTIEL`. ETES-VOUS TOUJOURS PARTISAN DE CETTE REFORME ET EVENTUELLEMENT D'UNE REVISION CONSTITUTIONNELLE IMPORTANTE PORTANT SUR TOUS LES SUJETS CONTROVERSES ? LE PRESIDENT.- NON, JE N'ENVISAGE PAS, A L'HEURE ACTUELLE, DE REVISION CONSTITUTIONNELLE. IL Y A UN POINT QUI RESTE OUVERT, VOUS LE SAVEZ, C'EST LA QUESTION COMPLEXE DU REGIME DES SUPPLEANTS. C'EST UNE QUESTION QUI N'EST PAS D'INTERET, JE DIRAI, POUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EN TANT QUE TELLE. ELLE INTERESSE LA VIE PARLEMENTAIRE ET LA PRATIQUE ACTUELLE CAR ELLE NOUS PRIVE DE LA POSSIBILITE D'UTILISER, AU GOUVERNEMENT, LES APTITUDES D'UN CERTAIN NOMBRE D'ELUS, ET NOTAMMENT D'UN CERTAIN NOMBRE DE SENATEURS. EN EFFET LA DUREE DU MANDAT SENATORIAL DE 9 ANS REND DIFFICILE, POUR UN SENATEUR, L'ACCEPTATION DE FONCTIONS GOUVERNEMENTALES. LE PROBLEME DES SUPPLEANTS A FAILLI ETRE REGLE, IL Y A UN PEU PLUS_DE 2 ANS. C'EST LE SEUL PROBLEME, A L'HEURE ACTUELLE, SUR LEQUEL, LE CAS ECHEANT, JE PRENDRAI DES INITIATIVES
-\

-\
RENE ANDRIEU (L_HUMANITE `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS REVENIR SUR LA QUESTION QUI VOUS A ETE POSEE TOUT A L'HEURE PAR MON CONFRERE YVAN LEVAI SUR L'ETAT UDF, PARCE QUE J'AI TROUVE QUE VOTRE REPONSE ETAIT A PEU PRES AUSSI IMPRECISE QUE SA QUESTION. VOUS AVEZ DECLARE QUE LES CHOIX DU GOUVERNEMENT ECHAPPAIENT A TOUTE PREOCCUPATION PARTISANE. DANS UN DOMAINE PRECIS, DANS LE DOMAINE DE LA RADIO - TELEVISION, JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER SI VOUS TROUVEZ NORMAL QUE DES JOURNALISTES COMMUNISTES CONTINUENT A ETRE EXCLUS D'UNE MANIERE SYSTEMATIQUE DE LA REDACTION DES JOURNAUX TELEVISES. JE VOUS AVAIS DEJA POSE, VOUS VOUS EN SOUVENEZ SANS DOUTE, CETTE QUESTION, VOUS M'AVEZ DIT A L'EPOQUE QUE VOUS NE SAVIEZ PAS, JE PENSE QUE DEPUIS CETTE EPOQUE VOUS AVEZ PRIS DES INFORMATIONS, EN TOUT CAS JE PEUX VOUS DIRE QU'IL N'Y A ABSOLUMENT AUCUN JOURNALISTE COMMUNISTE AUX REDACTIONS NATIONALES DES JOURNAUX TELEVISES. LE PRESIDENT.- LA QUESTION QUE VOUS POSEZ N'EST PAS EXACTEMENT CELLE QUE ME POSAIT M. LEVAI, C'EN EST UNE AUTRE. JE PEUX VOUS DIRE QUE JE ME SUIS PREOCCUPE DE CETTE SITUATION ET J'AI EU L'OCCASION DE M'ENTRETENIR AVEC LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION DE CE PROBLEME. JE CONSIDERE QU'IL N'Y A PAS, EN EFFET, DE RAISON QU'IL N'Y AIT PAS DE JOURNALISTES APPARTENANT AU PARTI COMMUNISTE `PCF` DANS LES GRANDS MOYENS D'INFORMATION. NATURELLEMENT LES JOURNALISTES D'ENTRENT PAS DANS LES GRANDS MOYENS D'INFORMATION AVEC LA CARTE DE LEUR PARTI, EN DISANT "JE SUIS COMMUNISTE OU NON" MAIS JE CONSIDERE QUE, SI L'ON SAIT QUE QUELQU'UN APPARTIENT AU PARTI COMMUNISTE, CELA NE CONSTITUE PAS UN MOTIF POUR L'ECARTER A PRIORI DES GRANDS MOYENS D'INFORMATION ET J'AI DEMANDE QUE, DANS LES RECRUTEMENTS DIVERS A VENIR, ON FASSE APPARAITRE QU'IL N'Y A PAS LA UN OBSTACLE DE PRINCIPE. J'AI DEMANDE AUX RESPONSABLES DE L'INFORMATION QUE CE PROBLEME SOIT REGLE
-\
M. ALAIN SCHMITT (FR3 `TELEVISION`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN COMPLEMENT A UNE QUESTION PRECEDEMMENT POSEE, CE PLURALISME ORGANISE QUE VOUS AVEZ SOUHAITE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES, SOUHAITEZ-VOUS QU'IL SE RENOUVELLE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES DE JUIN 1979 ET DANS QUELLE LIMITE ? LE PRESIDENT.- POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES `PARLEMENT_EUROPEEN`, CE SERA SI VOUS VOULEZ LA DERNIERE QUESTION DE POLITIQUE INTERIEURE, C'EST UN SCRUTIN PROPORTIONNEL NATIONAL ET IL APPARTIENDRA AUX GRANDES FORMATIONS DE SAVOIR QUI SE REGROUPE, QUI S'UNIT, POUR PRESENTER CES GRANDES LISTES NATIONALES. JE N'AI PAS LA-DESSUS D'OPINION A EMETTRE. JE RAPPELLE SIMPLEMENT QUE, COMME IL S'AGIT DE REPRESENTER LA FRANCE DANS UNE ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE OU IL Y AURA DE GRANDS GROUPES ET DE GRANDES TENDANCES, IL NE SERAIT PAS BON QUE LA REPRESENTATION FRANCAISE SOIT TROP EMIETTEE. JE SOUHAITE QU'IL Y AIT UN EFFORT POUR PRESENTER AU CHOIX DES ELECTEURS UN PETIT NOMBRE DE LISTES SIGNIFICATIVES DES GRANDES TENDANCES PERMETTANT A LA REPRESENTATION FRANCAISE A L'ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE, D'AVOIR UN CERTAIN POIDS DANS LES GROUPES OU DANS LES TENDANCES AUXQUELLES ILS PARTICIPERONT
-\
GERARD CARREYROU (EUROPE_1 `RADIO`).- MA QUESTION CONCERNE L'ENSEMBLE DU DOMAINE POLITIQUE, PUISQUE VOUS AVEZ TOUJOURS ACCORDE BEAUCOUP D'IMPORTANCE A LA NOTION DE DUREE EN POLITIQUE. OR, VOUS ALLEZ BIENTOT ARRIVER AUX DEUX TIERS DE VOTRE MANDAT, ENVISAGEZ-VOUS D'ETRE A NOUVEAU CANDIDAT EN 1981 ? LE PRESIDENT.- VOUS ME SURPRENEZ ENORMEMENT, MONSIEUR CARREYROU, NON PAS JE DIRAI EN ME POSANT CETTE QUESTION, MAIS EN ME LA POSANT MAINTENANT, PARCE QUE JE M'ETAIS DIT : "C'EST LA QUESTION TYPE QUE L'ON

POSERA A LA FIN DE LA CONFERENCE_DE_PRESSE". J'AI DIT TOUT A L'HEURE, EN REPONSE A LA PREMIERE QUESTION, QU'UN DES RESULTATS TRES IMPORTANT DES ELECTIONS DE MARS 1978 C'ETAIT D'AVOIR MIS FIN A PRESQUE CINQ ANS DE CAMPAGNE ELECTORALE ININTERROMPUE, ALORS NE _COMPTEZ PAS SUR MOI POUR COMMENCER, TROIS ANS A L'AVANCE, LA PREPARATION D'UNE EVENTUELLE CAMPAGNE. ET PUIS, J'IRAI PLUS LOIN, POURQUOI ETES-VOUS SI PRESSE ? JE CONSTATE AVEC VOUS TOUS QU'UN DES GRANDS PROBLEMES, UN DES GRANDS DRAMES DE NOTRE TEMPS, C'EST CETTE FUITE INCESSANTE ET PRECIPITEE DU TEMPS. POURQUOI NE DONNEZ-VOUS PAS AU TEMPS LE DROIT DE RESPIRER ?

-\

NOUS EN VENONS AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES. EN PREMIER_LIEU, LES QUESTIONS ECONOMIQUES. MME CLAUDE SERVAN-SCHREIBER (F_MAGAZINE `JOURNAL`).- PARDONNEZ-MOI, IL S'AGIT D'UNE QUESTION POLITIQUE, MAIS ELLE A UN CARACTERE ECONOMIQUE. JE VOUDRAIS DIRE QU'IL Y A ACTUELLEMENT EN FRANCE DES LOIS QUI SONT QUOTIDIENNEMENT BAFOUEES, CES LOIS M'INTERESSENT PARTICULIEREMENT PARCE QU'ELLES CONCERNENT SOUVENT LES FEMMES ET JE VOUS DONNERAI DEUX EXEMPLES : CELLE DE 1972 SUR L'EGALITE DES SALAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, CELLE DE 1975 SUR L'AVORTEMENT. DANS LES DEUX CAS, LES LOIS SONT BAFOUEES POUR DES RAISONS DIFFERENTES. DANS LE PREMIER PARCE QUE LA LOI EST INAPPLICABLE, CE N'EST PAS UN INSTRUMENT UTILISABLE PAR LES INTERESSES £ DANS LE DEUXIEME PARCE QUE LES STRUCTURES D'ACCUEIL N'EXISTENT PAS LA OU ELLES DEVRAIENT EXISTER, CE QUI FAIT QUE L'AVORTEMENT CLANDESTIN EN FRANCE N'A PAS DISPARU. MA QUESTION EST CELLE-CI : A QUOI SERT-IL DE VOTER DES LOIS SI ELLES NE SONT PAS APPLICABLES OU MAL APPLIQUEES ? LE PRESIDENT.- VOUS POSEZ UNE QUESTION SUR UN TON UN PEU POLEMIQUE. IL NE FAUT PAS SIMPLIFIER A L'EXCES. VOUS CITEZ DEUX EXEMPLES ET, DANS CES DEUX EXEMPLES, IL Y A EU DES PROGRES CONSIDERABLES NOTAMMENT AU POINT_DE_VUE DE L'EGALITE DES SALAIRES MASCULINS ET FEMININS. CETTE EGALITE EST UNE EGALITE JURIDIQUE, QUI PEUT ETRE REVENDIQUEE DEVANT DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL OU DE DROIT COMMUN, CE QUI S'EST PRODUIT D'AILLEURS. J'AI NOTE DANS LES DEUX ANALYSES QUI SONT FAITES SUR LES INEGALITES DES REMUNERATIONS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, QU'ELLES TIENNENT, NON PAS AU FAIT QUE DANS UN MEME EMPLOI LES FEMMES ET LES HOMMES AURAIENT DES SALAIRES DIFFERENTS MAIS QU'ELLES TIENNENT AU FAIT QU'ILS N'EXERCENT PAS ET QU'ELLES N'EXERCENT PAS LES MEMES EMPLOIS, OU N'ONT PAS LA MEME FORMATION ET QUE, DE CE FAIT, IL Y A UNE DISCRIMINATION ENTRE LE GROUPE DES FEMMES ET LE GROUPE DES HOMMES. MAIS, JURIDIQUEMENT, EN FRANCE, POUR UN EMPLOI IDENTIQUE IL Y A IDENTITE DE REMUNERATION £ NOTAMMENT DANS L'ADMINISTRATION, QUI REPRESENTE UNE TRES FORTE PROPORTION D'EMPLOIS FEMININS, ET DANS TOUTES SORTES DE GRANDES ACTIVITES ET DE GRANDS SERVICES DE NOTRE VIE NATIONALE

-\

`REPONSE` DE MEME, JE VOUS DIRAI QUE, POUR L'INTERRUPTION DE GROSSESSE `AVORTEMENT`, IL Y A, PAR-RAPPORT A LA SITUATION QUE J'AI TROUVEE EN 1974, UNE DIFFERENCE FONDAMENTALE. CE PROBLEME, QUI AGITAIT LES CONSCIENCES ET LA JUSTICE, ON N'EN PARLE MAINTENANT QU'EN CE QUI CONCERNE LES MODALITES PARTICULIERES D'APPLICATION DE LA LOI. JE PEUX DIRE QUE MME LE MINISTRE DE LA SANTE `SIMONE VEIL` S'EN OCCUPE TRES FREQUEMMENT. CETTE QUESTION A ETE EVOQUEE PAR EXEMPLE AU CONSEIL DES MINISTRES LA SEMAINE DERNIERE

-\

M. MATHIEU (LE_MONDE `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, JE VOUDRAIS ME PERMETTRE DE VOUS POSER DEUX QUESTIONS. DANS VOS PROPOS, DANS VOS DISCOURS, DANS VOS OUVRAGES, VOUS SOULIGNEZ AVEC BEAUCOUP DE

REGULARITE LA NECESSITE D'AMELIORER LA SITUATION DE L'EMPLOI, DE REDUIRE LES INEGALITES SOCIALES. SIMULTANEMENT, NOUS ASSISTONS A UNE POLITIQUE CONDUITE PAR M. BARRE, QUI ACCROIT L'INFLATION, MEME SI ELLE EST DECLAREE SAINE, QUI VOIT SE DEVELOPPER L'AGGRAVATION DU CHOMAGE ET ON N'A PAS L'IMPRESSION QU'UN GROS EFFORT SOIT FAIT POUR REDUIRE LES INEGALITES SOCIALES. CELA NE SE VOIT PAS AU NIVEAU DES RESULTATS CHIFFRES, ET LE DERNIER RESULTAT QUI VIENT DE NOUS ETRE DONNE CONCERNANT LE CHOMAGE MONTRE, ENCORE APRES CORRECTION DES VARIATIONS SAISONNIERES, UNE NOUVELLE AGGRAVATION DE LA SITUATION. ALORS, MA PREMIERE QUESTION EST DE VOUS DEMANDER, EST-CE QUE CE SONT DEUX POLITIQUES APPLIQUEES SIMULTANEMENT OU EST-CE QUE CE SONT DEUX LECTURES OU DEUX DISCOURS D'UNE MEME POLITIQUE ? C'EST TRES INTERESSANT POUR LES FRANCAIS DE SAVOIR S'ILS VONT ETRE TRAITES AU GISCARDISME OU AU BARRISME. ET MA SECONDE QUESTION, UN PEU LIEE A LA PREMIERE, C'EST DE SAVOIR, AU MOMENT OU LE CHOMAGE S'ACCROIT EN FRANCE, OU L'OCDE ANNONCE QU'IL Y AURA PROBABLEMENT CETTE ANNEE 500.000 CHOMEURS DE PLUS DANS L'ENSEMBLE DES PAYS OCCIDENTAUX, SI UNE CERTAINE RELANCE SELECTIVE EVITANT LES DANGERS DE LA BALANCE COMMERCIALE ET D'INFLATION NE DEVRAIT PAS ETRE ORGANISEE PAR NOTRE PAYS. ELLE EST SOUHAITEE, VOUS LE SAVEZ, PAR LES SYNDICATS COMME PAR LE PATRONAT ET PAR UNE GRANDE PARTIE DE VOTRE MAJORITE. LE PRESIDENT.- IL Y A BEAUCOUP DE CHOSES DANS VOTRE QUESTION MAIS JE CROIS QUE CE POINT EST IMPORTANT. D'ABORD, IL N'Y A PAS DEUX POLITIQUES, IL N'Y A QU'UNE POLITIQUE ET C'EST CELLE QUE CONDUIT LE GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE, CELLE QUE JE LUI AI DEMANDE DE CONDUIRE ET QUE BIEN ENTENDU J'APPROUVE
-\
`REPONSE` MA FONCTION EST UNE FONCTION QUI EST EN EFFET DISTINCTE DE LA FONCTION GOUVERNEMENTALE, PUISQUE J'AI A TRACER DES PERSPECTIVES, J'AI A PRENDRE EN CONSIDERATION DES ECHEANCES QUI SONT PLUS LOINTAINES. JE VAIS VOUS PARLER DES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE AVANT DE PARLER DE SES MODALITES. QUEL EST LE PROBLEME ECONOMIQUE DE LA FRANCE ? J'AI DIT TOUT A L'HEURE QUE LE BON CHOIX N'AVAIT PAS SUPPRIME LES PROBLEMES QUI SE POSENT A LA FRANCE. IL FAUT LES REGARDER EN FACE. L'OBJECTIF ESSENTIEL DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE TEL QUE JE LE PERCOIS POUR LE MOYEN ET LE LONG TERME, EST D'ASSURER AUX FRANCAISES ET AUX FRANCAIS LE PLEIN EMPLOI, PLEIN EMPLOI DE LEURS CAPACITES, DE LEUR VOLONTE DE TRAVAIL. C'EST CELA L'OBJECTIF. OR, ACTUELLEMENT, VOUS L'AVEZ RAPPELE, NOUS SOMMES AVEC TOUS LES AUTRES PAYS DANS UNE SITUATION OU IL Y A UN CHOMAGE IMPORTANT POURQUOI ? C'EST EN-RAISON DE DEUX EVENEMENTS FONDAMENTAUX QU'IL FAUT BIEN PERCEVOIR. PREMIER EVENEMENT : C'EST L'AUGMENTATION DES PRIX DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES, AUGMENTATION CONSIDERABLE QU'IL NE FAUT PAS PRENDRE COMME UN ACCIDENT, MAIS COMME UN DES GRANDS CHANGEMENTS DES DONNEES DE L'EQUILIBRE MONDIAL ET, D'AILLEURS, DES RAPPORTS DE FORCES DANS LE MONDE, CAR CETTE SITUATION EUT ETE INVRAISEMBLABLE IL Y A CINQUANTE ANS. CETTE AUGMENTATION EST CONSIDERABLE, PUISQUE MAINTENANT PAR-RAPPORT A LA SITUATION DE 1973, IL Y A UNE MULTIPLICATION PAR CINQ DE NOTRE FACTURE D'ENERGIE AVEC, POUR NOUS, DEUX CONSEQUENCES : UN APPAUVRISSEMENT ET UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. UN APPAUVRISSEMENT ON LE COMPREND BIEN, PUISQUE C'EST UN PRODUIT QUE NOUS ACHETONS EN QUASI-TOTALITE A L'EXTERIEUR ET QUE NOUS PAYONS CINQ FOIS PLUS CHER. DONC, LES FRANCAIS ONT ETE APPAUVRIS PAR CETTE AUGMENTATION DES PRIX DU PETROLE ET DE CE FAIT, IL FAUT RATTRAPER PAR UN EFFORT DE PRODUCTION ET D'EXPORTATION CET APPAUVRISSEMENT. ET EN MEME TEMPS UN RALENTISSEMENT MONDIAL PUISQU'ON A VU QUE CE TRANSFERT DE RESSOURCES NE POUVAIT PAS S'ACCOMPAGNER DE LA CREATION D'UNE NOUVELLE DEMANDE QUI SE SUBSTITUERAIT

S'ACCOMPAGNER DE LA CREATION D'UNE NOUVELLE DEMANDE QUI SE SUBSTITUERAIT AUSSITOT A L'ANCIENNE. IL Y A DONC UN RALENTISSEMENT HISTORIQUE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LE MONDE. APPAUVRISSEMENT ET RALENTISSEMENT, IL FAUT LES REGARDER AVEC LES YEUX OUVERTS

-\

`REPONSE` MAIS IL Y A UN SECOND FACTEUR `CHOMAGE` QUE JE CONSIDERE COMME AUSSI IMPORTANT QUE LE PREMIER, QUI D'AILLEURS VIENT DE LA MEME SOURCE, DE LA MEME EVOLUTION ET QUI NOUS POSE LE MEME PROBLEME : C'EST LE FAIT QUE TOUS LES PAYS SONT EN-TRAIN D'ACCEDER A LA TECHNOLOGIE DES PRODUCTIONS QUE NOUS AVIONS L'HABITUDE D'ASSURER NOUS-MEMES. LE RAISONNEMENT SIMPLE, C'EST DE DIRE : MAIS ILS NOUS CONCURRENCENT PARCE QU'ILS ONT DES BAS SALAIRES. OR, IL Y A TOUJOURS EU DES BAS SALAIRES DANS LE MONDE. HELAS IL Y A TOUJOURS EU DES BAS SALAIRES EN ASIE, EN AFRIQUE, ET DONC CE PHENOMENE-LA N'EST PAS NOUVEAU. CE QUI EST NOUVEAU, C'EST QUE LES PAYS ET LES POPULATIONS CORRESPONDANTES, ACCEDENT AUX MEMES TECHNOLOGIES QUE NOUS, C'EST-A-DIRE SONT CAPABLES DE FABRIQUER LES MEMES CHOSES QUE NOUS, A PEU PRES, ET QU'ILS LE FONT DANS DES CONDITIONS DE CHARGES GENERALES, SOCIALES, SALARIALES, FISCALES ETC... TRES INFERIEURES. CE QUI FAIT QUE L'AVANTAGE QUE NOUS AVIONS EN PERMANENCE, L'AVANTAGE DES PAYS INDUSTRIALISES, SE REDUIT DE FACON CONTINUE PAR L'ACCES DE CES NOUVEAUX PAYS A LA TECHNOLOGIE. N'AYONS PAS L'IDEE NON PLUS, SIMPLE ET FAUSSE, QUE CES MAIN-D'OEUVRE SONT DE MAUVAISES MAIN-D'OEUVRE : CE SONT D'EXCELLENTES MAIN-D'OEUVRE, JE VEUX DIRE AU POINT_DE_VUE DES CAPACITES INTELLECTUELLES ET D'ADAPTATION. LES HOMMES ET LES FEMMES QUI TRAVAILLENT DANS LE SUD-EST ASIATIQUE SONT PARFAITEMENT CAPABLES DE SOUTENIR LA CONCURRENCE INTELLECTUELLE, TECHNOLOGIQUE, AVEC NOUS

-\

`REPONSE` DONC, IL Y A DEUX PHENOMENES FONDAMENTAUX QUI CHANGENT LES DONNEES DE LA VIE ECONOMIQUE, TELLES QUE NOUS LES CONNAISSIONS IL Y A DIX OU QUINZE ANS. FACE A CELA, QUE DOIT FAIRE LA FRANCE ? ELLE DOIT FAIRE UN EFFORT CONSIDERABLE DE COMPETITIVITE, C'EST-A-DIRE QU'ELLE DOIT RECONSTITUER PAR-RAPPORT AUX AUTRES, UN AVANTAGE DE CAPACITES DANS SA PRODUCTION, DANS SA TECHNOLOGIE, DANS SA TECHNIQUE. C'EST CELA QU'ELLE DOIT FAIRE. SINON, ELLE NE LE SAIT PEUT-ETRE PAS, ELLE SERA CONDAMNEE A UN DECLIN COMME L'HISTOIRE ENSEIGNE POUR BEAUCOUP DE PAYS, UN DECLIN DANS LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE, DANS LEURS RESSOURCES. C'EST CELA NOTRE EFFORT FONDAMENTAL. DANS CET EFFORT, IL FAUT SAVOIR QUE, CONTRAIREMENT A CE QU'ONT ECRIT BEAUCOUP, IL N'Y A PAS DE SECTEURS CONDAMNES. IL Y A DES ENTREPRISES A REORGANISER, CE QUI N'EST PAS LA MEME CHOSE. PAR EXEMPLE, ON FAIT CROIRE QU'IL Y A DES SECTEURS DANS LESQUELS CE N'EST PLUS LA PEINE D'ESSAYER DE PRODUIRE EN FRANCE, TELS QUE LE TEXTILE. JE VOUS RAPPELLE QUE L'INDUSTRIE TEXTILE FRANCAISE EST EXPORTATRICE NETTE. J'AI REGARDE LES CHIFFRES POUR L'ANNEE DERNIERE : EN 1977, LA FRANCE A EXPORTE 1 MILLIARD 300 MILLIONS DE FRANCS DE TEXTILES FINIS DE PLUS QU'ELLE N'EN A IMPORTE. CELA PROUVE DONC QU'IL Y A DANS L'INDUSTRIE TEXTILE DES CRENEAUX, DES SPECIALITES DANS LESQUELS LA FRANCE PEUT RECONSTITUER UNE SUPERIORITE DE COMPETITION OU DE TECHNOLOGIE

-\

`REPONSE` DEUXIEME EXEMPLE : L'INDUSTRIE. POUR LA DERNIERE ANNEE OU L'ON CONNAISSE LES CHIFFRES, QUI EST 1975, L'INDUSTRIE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` REPRESENTE 170 % DE L'INDUSTRIE FRANCAISE, EN PRODUCTION, ET LA POPULATION EMPLOYEE DANS L'INDUSTRIE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE REPRESENTE 140 % DE LA POPULATION EMPLOYEE DANS L'INDUSTRIE FRANCAISE. DONC, SI NOUS

DEVELOPPIONS NOTRE INDUSTRIE AU NIVEAU DE L'ALLEMAGNE FEDERALE, TOUS NOS PROBLEMES D'EMPLOI DISPARAITRAIENT. CELA PROUVE BIEN QU'IL N'Y A PAS DE SECTEURS CONDAMNES ET QU'IL Y A UNE MARGE D'ACTION ET DE DEVELOPPEMENT POUR LA FRANCE PERMETTANT DE REGLER CES PROBLEMES D'EMPLOI. MAIS IL FAUT POUR CELA UN GRAND EFFORT D'ADAPTATION DANS NOTRE ORGANISATION, DANS NOTRE PRODUCTION, DANS NOTRE COMMERCIALISATION. C'EST CELA NOTRE TACHE PENDANT LES DIX PROCHAINES ANNEES. C'EST UNE GRANDE TACHE DE PROGRES. CERTAINS IMAGINENT QUE CETTE TACHE DEVRAIT ETRE EXECUTEE PAR L'ETAT ET JE DIRAIS PRESQUE PAR L'ETAT SANS LES FRANCAIS, CE QUI SERAIT VRAIMENT SINGULIER. JE PENSE AU CONTRAIRE QUE CET EFFORT DOIT ETRE FAIT PAR LES FRANCAIS EUX-MEMES ET AUSSI DECENTRALISE QUE POSSIBLE, CAR ON ACCROIT LA CAPACITE ECONOMIQUE D'UN PAYS AU NIVEAU DE SES REGIONS, AU NIVEAU DE SES ENTREPRISES ET NON PAS AU MOYEN DE DECISIONS ETATIQUES AU SOMMET. C'EST LA LA CLE DES RESULTATS QUE NOUS POUVONS OBTENIR

-\

`REPONSE` L'OBJECTIF QUE NOUS DEVRONS NOUS FIXER A CET EGARD EST D'AVOIR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE PLUS RAPIDE QUE CELLE DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES EUROPEENS. NOUS DEVONS NOUS FIXER COMME OBJECTIF DE DEVELOPPER L'ECONOMIE FRANCAISE A UN RYTHME ANNUELLEMENT COMPRIS ENTRE 0,5 ET 1 % DE PLUS QUE LE RYTHME MOYEN DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES. JE SOUHAITERAIS QUE CE SOIT 1 % MAIS SI DEJA NOUS SOMMES AU-DESSUS DE 0,5, CE SERA UN PREMIER RESULTAT. JE VOUS INDIQUE, D'AILLEURS, QUE C'EST CE QUI S'EST PASSE EN 1977 ET C'EST CE QUI SE PASSERA, D'APRES LES CHIFFRES ACTUELS, EN 1978 OU LA PROGRESSION EN VOLUME DE L'ECONOMIE FRANCAISE DEVRAIT ETRE SUPERIEURE D'ENVIRON 0,7 % A LA PROGRESSION EN VOLUME DE NOS PARTENAIRES EUROPEENS. JE VOUS DONNE A CET EGARD UNE BONNE NOUVELLE : L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DU MOIS D'AVRIL, QUI VIENT D'ETRE CONNU, ATTEINT LE NIVEAU DE 131. LE NIVEAU PRECEDENT AVAIT ETE DE 129 ET JE VOUS RAPPELLE QU'AU MOIS DE JANVIER - FEVRIER, ON ETAIT A 125 - 126. ON EST DONC PASSE DE 125 - 126 A 131, CE QUI MONTRE QU'IL Y A UNE POSSIBILITE DE DEVELOPPEMENT DE NOTRE ACTIVITE INDUSTRIELLE PRODUCTRICE. VOILA LE PROBLEME CENTRAL POUR LA FRANCE. FACE A L'APPAUVRISSEMENT ET AU RALENTISSEMENT, FACE A LA CONCURRENCE DES PAYS NEUFS, IL FAUT RECONSTITUER UNE MARGE DE SUPERIORITE. NOUS DEVONS LE FAIRE PENDANT LES PROCHAINES ANNEES, C'EST CE QUI EXPLIQUE LE CHOIX DE NOTRE POLITIQUE ECONOMIQUE

-\

GABRIEL FARKAS (FRANCE_SOIR `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, SI LE RALENTISSEMENT ECONOMIQUE - CE RALENTISSEMENT HISTORIQUE - DANS LE MONDE SE REVELE DURABLE, PENSEZ-VOUS QUE LA FRANCE PUISSE EVITER L'AGGRAVATION DU CHOMAGE SANS UNE TOUT AUTRE POLITIQUE SOCIALE QUI COMPORTERAIT NOTAMMENT UNE REDUCTION SIGNIFICATIVE DE LA DUREE DU TRAVAIL, ET UNE REDUCTION `ABAISSEMENT` DE L'AGE DE LA RETRAITE ? LE PRESIDENT.- MONSIEUR FARKAS, IL FAUDRAIT POSER LA QUESTION AUTREMENT S'IL Y A UNE SITUATION HISTORIQUE GENERALE DE SOUS-EMPLOI, EST-CE QUE LES FRANCAIS DOIVENT FAIRE BAISSER LEUR NIVEAU_DE_VIE POUR REPARTIR PLUS LARGEMENT LA CAPACITE DE TRAVAIL ? ON PEUT, EN EFFET, AVOIR PLUS DE TRAVAILLEURS A L'OEUVRE, MAIS SI LE PRODUIT NATIONAL `PNB` RESTE LE MEME, CELA VEUT DIRE QUE LE NIVEAU_DE_VIE DE CEUX QUI ETAIENT AU TRAVAIL SE TROUVE DIMINUE D'AUTANT. C'EST UNE SOLUTION DE DESESPOIR, A MON AVIS, CE N'EST PAS CELLE QUE NOUS DEVONS RECHERCHER. JE CONSIDERE QUE LA FRANCE A DES MARGES DE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI LUI PERMETTENT DE RECHERCHER LA SOLUTION AU PROBLEME DE L'EMPLOI DANS LA CREATION DES EMPLOIS ET NON PAS DANS LA DIVISION DES

EMPLOIS. C'EST CE QUE NOUS DEVONS FAIRE AU-COURS DES TOUTES PROCHAINES ANNEES. LES FRANCAIS S'INTERROGENT SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SE DEMANDENT : "EST-CE QUE VRAIMENT LES SACRIFICES QU'ON NOUS DEMANDE, LES CHOIX QUI SONT FAITS, EST-CE QUE CELA VA RESOUDRE NOS PROBLEMES ? " BEAUCOUP D'ENTRE EUX N'EN APERCOIVENT PAS LES RAISONS ET SONT, OU ANGOISSES, OU CRITIQUES
-\
`REPONSE` EH BIEN, IL FAUT VOIR QUE NOTRE PROBLEME EST QUE NOUS SOMMES AU MILIEU DES PRINCIPAUX ETATS INDUSTRIELS : IL Y A, DEVANT NOUS, DES PAYS QUI SE SONT BEAUCOUP PLUS DEVELOPPES, ET IL Y A DERRIERE NOUS DES PAYS QUI SONT EN DIFFICULTE ET MEME EN DECLIN. NOUS DEVONS REJOINDRE LE GROUPE DES PAYS QUI SONT DEVANT NOUS. IL FAUT DONC CESSER, EN TERMES DE CYCLISME, DE REGARDER LE GROS DU PELOTON DERRIERE NOUS. IL FAUT, AU CONTRAIRE, REGARDER CEUX QUI ONT FAIT L'ECHAPPEE ET VOIR COMMENT NOUS POUVONS LES REJOINDRE. ET DANS CET EFFORT NATIONAL DE CROISSANCE ET D'ORGANISATION, QUI A MON AVIS DEVRAIT CARACTERISER LES ANNEES 80 POUR LA FRANCE ET QUI DONNERAIT A SA JEUNESSE, A SES CADRES, A SES INTELLECTUELS DE GRANDS THEMES DE REFLEXION ET D'ACTION, IL FAUT BIEN VOIR QUE NOUS DEVONS BRAVER LES IDEES RECUES ET LES HABITUDES, PARCE QUE LES IDEES RECUES ET LES HABITUDES QUE NOUS AVIONS SONT CELLES D'UN PAYS QUI NE S'EST PAS BEAUCOUP DEVELOPPE. SI NOUS VOULONS REJOINDRE CEUX QUI SE SONT ECHAPPES IL FAUT ACCEPTER DES IDEES NOUVELLES : PAR EXEMPLE, LE FAIT DE DONNER PLUS DE RESPONSABILITES AUX ENTREPRISES EST QUELQUE CHOSE QUI HEURTE UNE PARTIE DE NOTRE SENSIBILITE NATIONALE, PARCE QUE NOUS AVONS L'IDEE QUE LE MIEUX EST UNE ESPECE DE COMMANDEMENT DE STYLE ADMINISTRATIF ET C'EST DE CONDUIRE L'ECONOMIE FRANCAISE COMME UNE IMMENSE ADMINISTRATION OU L'ETAT FIXE TOUT, LES PRIX, LES REMUNERATIONS
-\
`REPONSE` PASSER A UNE CONCEPTION DIFFERENTE, QUI EST CELLE DE RESPONSABILITE PLUS GRANDE DANS LES DIFFERENTS ROUAGES DE LA VIE ECONOMIQUE EST, POUR NOUS, UNE IDEE TOUT A FAIT NEUVE QUI HEURTE UN CERTAIN NOMBRE D'ESPRITS. EH BIEN, JE CROIS QU'IL FAUT AVOIR LE COURAGE DE FAIRE, AU CONTRAIRE, DES CHOIX DE CE GENRE. NOUS DEVONS, CHAQUE FOIS, REGARDER QUELLE EST LA TECHNIQUE DE POLITIQUE ECONOMIQUE QUI EST EMPLOYEE PAR LES PAYS QUI ONT FAIT L'ECHAPPEE DE FACON A CE QUE NOUS-MEMES NOUS ADOPTIONS DES TECHNIQUES COMPARABLES POUR LES REJOINDRE. CECI, A MON AVIS, EST UNE AFFAIRE QUI CONCERNE A LA FOIS LES HOMMES, LES MOYENS ET L'ORGANISATION. D'ABORD, LES HOMMES, ET LES FEMMES : C'EST UN PROBLEME DE FORMATION. LE PROBLEME DE LA FORMATION A LA FOIS PROBLEME DE L'EDUCATION, AU SENS DE NOTRE SYSTEME EDUCATIF ET PROBLEME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE - EST ABSOLUMENT AU COEUR DU PROBLEME DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI. J'AI DEMANDE A MONSIEUR LE MINISTRE DU TRAVAIL `ROBERT BOULIN` DE PUBLIER DESORMAIS UNE FOIS PAR TRIMESTRE - CAR C'EST UNE PUBLICATION ASSEZ LOURDE - UNE CLASSIFICATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI `CHOMAGE` ACCOMPAGNEE D'INDICATIONS SUR LEUR FORMATION PROFESSIONNELLE, POUR VOIR S'IL Y A DE NOMBREUX DEMANDEURS D'EMPLOI A CERTAINS NIVEAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE. ON S'APERCEVRA SANS DOUTE QU'IL Y A DE TRES GRANDES DIFFERENCES. J'AI ETE FRAPPE, DANS LES VISITES QUE J'AI FAITES RECEMMENT EN PROVINCE, DE VOIR QUELLE ETAIT ENCORE, MALGRE L'EFFORT ACCOMPLI, L'INSUFFISANCE DE NOS DISPOSITIFS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE
-\
`REPONSE ` BOURSE ` PLUS-VALUES` DEUXIEME MOYEN, ORIENTER L'EPARGNE VERS LA CREATION D'EMPLOIS. UN CERTAIN NOMBRE DE TEXTES QUI ONT ETE PREPARES PAR LE GOUVERNEMENT - JE REVIENDRAI D'AILLEURS SUR CE SUJET SI DES QUESTIONS ME

LE GOUVERNEMENT - JE REVIENDRAI D'AILLEURS SUR CE SUJET SI DES QUESTIONS ME SONT POSEES - UN CERTAIN NOMBRE D'INITIATIVES QUI SONT PRISES, ONT POUR OBJET D'ORIENTER L'EPARGNE NON PAS, COMME ON DIT, VERS LES ENTREPRISES, COMME S'IL S'AGISSAIT QUE L'EPARGNE AILLE PLUTOT VERS UNE ENTREPRISE QUE VERS UNE AUTRE, MAIS ORIENTER L'EPARGNE LA OU IL PEUT Y AVOIR DES CREATIONS D'EMPLOIS, DONC DANS LES ENTREPRISES ET DANS LES SECTEURS SUSCEPTIBLES DE CREER DES EMPLOIS. ENFIN, UN PROBLEME D'ORGANISATION, CAR NOUS AVONS DES STRUCTURES TROP LOURDES ET TROP LENTES, QUI NE SE PRETENT PAS A CET EFFORT POUR MUSCLER L'ECONOMIE FRANCAISE ET POUR LUI REDONNER UNE AVANCE SUR-LE-PLAN DE LA CONCURRENCE ET DE LA COMPETITIVITE. DANS CES TROIS THEMES VIENDRONT S'INSERER UNE SERIE DE DISPOSITIONS QUI CARACTERISERONT CET EFFORT NATIONAL DE CROISSANCE ET D'ORGANISATION

-\

M. F-H DE VIRIEU (LE_MATIN `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ NOTE TOUT A L'HEURE TRES JUSTEMENT QUE LES FRANCAIS SE POSAIENT DES QUESTIONS SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE PRATIQUEE EN FRANCE DEPUIS TROIS MOIS. VOUS AVEZ DIT CECI : ILS SE POSENT LA QUESTION, "EST-CE QUE CELA VA RESOUDRE NOS PROBLEMES" ? ALORS MA QUESTION EST LA SUIVANTE : PENSEZ-VOUS QUE LA POLITIQUE PRATIQUEE ACTUELLEMENT EN FRANCE, SI ELLE REUSSIT, EST DE _NATURE A ASSURER UN EMPLOI A CHAQUE FRANCAIS DANS LES ANNEES QUI NOUS SEPARENT DE LA FIN DU SIECLE ? LE PRESIDENT.- MA REPONSE EST TRES SIMPLE, C'EST OUI. DANS LES SONDAGES ET LES ENQUETES QUE L'ON FAIT A L'HEURE ACTUELLE, ET QUI SONT UTILES, D'AILLEURS ON POSE DES QUESTIONS AUXQUELLES JE CONSIDERE MOI-MEME QU'IL EST TRES DIFFICILE DE REPONDRE. QUAND ON DEMANDE A QUELQU'UN : "APPROUVEZ-VOUS LES HAUSSES DE TARIF DES ENTREPRISES ?" IL NE PEUT QUE REPONDRE NON

- SI VOUS AVEZ A PAYER UNE FACTURE DE GAZ, D'ELCTRICITE, ACHETER DU CHARBON, ET QU'ON VOUS DEMANDE : "EST-CE QUE VOUS ETES PARTISAN DE LA HAUSSE `TARIFS PUBLICS` ?" VOUS REPONDREZ NON

- JE NE VOIS PAS COMMENT ON PEUT REPONDRE AUTREMENT

-\

`REPONSE` DONC LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR SI UNE POLITIQUE `ECONOMIQUE` DOIT ETRE PERCUE COMME ETANT APPROUVEE DANS SES DETAILS, LA QUESTION EST DE SAVOIR SI UNE POLITIQUE EST NECESSAIRE, SI ELLE EST UTILE. JE SUIS TOUT A FAIT CONSCIENT QUE DANS UN FOYER, LORSQU'ON VOIT ARRIVER A LA FIN DU MOIS LES NOTES, C'EST TRES LOURD, ET ON SE DIT : POURQUOI NOUS DEMANDE-T-ON DES EFFORTS, DES CONTRIBUTIONS DE CETTE _NATURE ? IL FAUT SAVOIR QUE MALGRE CELA, LES VERSEMENTS QUE LE BUDGET, C'EST-A-DIRE QUE LES FRANCAIS, AU TOTAL, DEVRONT FAIRE AUX ENTREPRISES NATIONALES L'ANNEE PROCHAINE, MALGRE LES AUGMENTATIONS DE TARIFS `PUBLICS`, SERONT ENCORE DE-L-ORDRE DE 30 MILLIARDS DE FRANCS. DONC IL ETAIT NECESSAIRE, IL EST NECESSAIRE D'ABOUTIR A UNE SITUATION DE MEILLEUR EQUILIBRE. JE SUIS PERSUADE QUE SI LE GOUVERNEMENT N'AVAIT PAS LE COURAGE D'ENTREPRENDRE CES ACTIONS, S'IL LAISSAIT DES SECTEURS ENTIERS POURRIR LENTEMENT, IL N'Y AURAIT AUCUNE CHANCE QUE LES JEUNES FRANCAISES ET LES JEUNES FRANCAIS AIENT UN EMPLOI REMUNERATEUR A LA FIN DU SIECLE. SI, AU CONTRAIRE, CET EFFORT EST BIEN CONDUIT, S'IL EST ACCOMPAGNE, COMME JE LE SOUHAITE - ET JE VAIS Y REVENIR - D'UNE SYMETRIE SOCIALE APPROPRIEE, ALORS JE SUIS CONVAINCU QU'UNE POLITIQUE DE CETTE _NATURE EST CELLE QUI PEUT ASSURER LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE LA FRANCE ET UN EMPLOI A CHAQUE FRANCAIS

-\

M. LE LAGADEC (L_HUMANITE `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE TOUT A L'HEURE D'APPAUVRISSEMENT. JE NE SAIS SI TOUT LE MONDE, DANS

CETTE SALLE, S'EST SENTI APPAUVRI, A LA PERIODE QUE VOUS AVEZ INDIQUEE, MAIS CE QUI EST EVIDENT, C'EST QU'A LA SUITE DE LA HAUSSE MASSIVE DECIDEE PAR VOTRE GOUVERNEMENT, LES TRAVAILLEURS SUREMENT SE SONT SENTIS APPAUVRIS. DANS LE MEME TEMPS J'AI CONSTATE, ET SUREMENT CELA NE VOUS A PAS ECHAPPE, QUE LES BILANS DES GRANDES SOCIETES CAPITALISTES SONT PLUS FLORISSANTS QUE JAMAIS. EST-CE CELA, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE VOUS APPELEZ LA MARCHE VERS L'EGALITE SOCIALE ? LE PRESIDENT.- MONSIEUR BOISSONNAT, EST-CE QUE VOTRE QUESTION ETAIT SUR LE MEME SUJET ? M. JEAN BOISSONNAT (L_EXPANSION `JOURNAL`).- OUI, C'EST A PEU PRES SUR LE MEME SUJET, MONSIEUR LE PRESIDENT. LE GOUVERNEMENT A DECIDE DE LIBERER LES PRIX INDUSTRIELS PRATIQUEMENT POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS LA GUERRE. M. BARRE ET M. MONORY ONT DECLARE QUE CETTE LIBERATION ETAIT IRREVERSIBLE. NATURELLEMENT NI M. BARRE, NI M. MONORY NE SONT, EUX IRREVERSIBLES AU GOUVERNEMENT ET JE VOULAIS SAVOIR QUELLE ETAIT VOTRE POSITION PERSONNELLE SUR LE SUJET, D'AUTANT PLUS QU'AYANT ETE MINISTRE DES FINANCES PENDANT LONGTEMPS, VOUS N'AVIEZ PAS, A L'EPOQUE, LIBERE, VOUS, LES PRIX INDUSTRIELS. LE PRESIDENT.- AH
- MONSIEUR BOISSONNAT, VOUS ETES DANS L'ERREUR CAR, DANS LES ANNEES 1972 - 1973, J'AVAIS AU CONTRAIRE ENTREPRIS LA LIBERATION DES PRIX INDUSTRIELS. D'AILLEURS, VOUS POUVEZ VOUS EN SOUVENIR PUISQUE J'AI LIBERE NOTAMMENT LES PRIX DE LA PRESSE, ET VOUS SAVEZ QU'AUTREFOIS IL Y AVAIT DES DEBATS CLASSIQUES SUR LES PRIX DES JOURNAUX, ETC... JE VOUS PRENDS A TEMOIN. ET VOUS SAVEZ PARFAITEMENT QUE, DEPUIS CETTE EPOQUE, LES PRIX DE LA PRESSE ET DES PERIODIQUES SONT LIBRES. J'AVAIS EGALEMENT A CETTE EPOQUE, ON S'EN SOUVIENT, LIBERE LES PRIX DE L'AUTOMOBILE, CEUX DE LA MECANIQUE, AINSI QUE CEUX DE L'ENSEMBLE DES MATIERES PREMIERES CHIMIQUES
-\
`REPONSE` C'EST A LA SUITE DES EVENEMENTS DE L'AUTOMNE 1973, C'EST-A-DIRE LA BRUSQUE FLAMBEE DES PRIX A CAUSE DE L'AUGMENTATION DES PRIX DU PETROLE, QU'IL A ETE DECIDE DE REVENIR SUR CES DELIBERATIONS. JE CONSIDERE QUE L'ORIENTATION DE L'ECONOMIE FRANCAISE VERS UNE STRUCTURE DE DECISION DECENTRALISEE, C'EST-A-DIRE DONNANT DES RESPONSABILITES ACCRUES A CEUX QUI DOIVENT ADAPTER LA PRODUCTION, LA COMMERCIALISATION, AUX DONNEES NOUVELLES DE LA COMPETITION, JE CONSIDERE QUE CETTE ORIENTATION EST DEFINITIVE. JE REVIENS D'ABORD SUR LA NOTION D'APPAUVRISSEMENT. LA FACTURE PETROLIERE DE LA FRANCE ETAIT, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, DE-L-ORDRE DE 12 A 13 MILLIARDS DE FRANCS, ET LA FACTURE PETROLIERE DE LA FRANCE EST MAINTENANT DE-L-ORDRE DE 55 A 57 MILLIARDS DE FRANCS. C'EST UN FAIT, ET DONC TOUS CEUX QUI CONSOMMENT DU PETROLE, TOUS CEUX QUI SE CHAUFFENT, TOUS CEUX QUI CIRCULENT, TOUS CEUX QUI POSSEDENT UNE AUTOMOBILE ONT ETE APPAUVRIS. ALORS, QUELLE POLITIQUE SOCIALE ADOPTER POUR ACCOMPAGNER LA POLITIQUE ECONOMIQUE. MON PRINCIPE DE BASE, C'EST DE GOUVERNER AVEC LA MAJORITE MAIS C'EST DE GOUVERNER POUR TOUS. ON GOUVERNE AVEC LA MAJORITE PUISQUE C'EST ELLE QUI APPORTE SES SUFFRAGES ET SON SOUTIEN DANS LES GRANDES DECISIONS ET DANS LES GRANDS DEBAT MAIS ON CHERCHE UNE SOLUTION AUX PROBLEMES DE LA COLLECTIVITE TOUT ENTIERE
-\
`REPONSE` ALORS, POUR LA POLITIQUE SOCIALE, QUE FAIRE ? COMMENT LE FAIRE ? MON OBJECTIF, C'EST DE FAIRE RECULER L'INJUSTICE SANS PENALISER L'INITIATIVE ET LA CREATION ECONOMIQUE. FAIRE RECULER L'INJUSTICE... D'ABORD, VOUS VOUS SOUVENEZ QUE LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES ONT SOUHAITE QUE SOIENT ENGAGEES DES ACTIONS ET DES NEGOCIATIONS CONTRACTUELLES. LA PRISE DE POSITION DE TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES,

SANS EXEPTION, A ETE DE REGRETTER QUE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE AIT ETE INSUFFISANTE DANS LA PERIODE PRECEDENTE, ET DONC DE SOUHAITER QUE L'ON CONFIE AUX SYNDICATS ET AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES LE SOIN DE DEBATTRE D'UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES. CELA A ETE FAIT. IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, 4 GRANDES NEGOCIATIONS CONTRACTUELLES ENGAGEES ENTRE LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LE PATRONAT. CE MATIN MEME, LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION, M. BOULIN, A FAIT LE POINT DE CES NEGOCIATIONS, NEGOCIATIONS DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT N'INTERVIENT PAS PUISQU'ELLES SONT DE TYPE CONTRACTUEL. A CES NEGOCIATIONS S'AJOUTENT 6 NEGOCIATIONS PAR BRANCHES PROFESSIONNELLES CONCERNANT LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL, REVALORISATION DES SALAIRES ET DES CARRIERES DES TRAVAILLEURS MANUELS. LE SECRETAIRE_D_ETAT CHARGE DES TRAVAILLEURS MANUELS `LIONEL STOLERU` REUNIT A NOUVEAU CES JOURS-CI LES RESPONSABLES SYNDICAUX ET PROFESSIONNELS DE CES SIX BRANCHES

-\

`REPONSE` IL Y A ENFIN DES NEGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC, EGALEMENT DE TYPE CONTRACTUEL. DONC CELA EST LE CONTENU DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE. A QUOI PEUT-ELLE ABOUTIR ? EH BIEN, JE SOUHAITE, POUR MA PART, QU'IL Y AIT DE PREMIERS RESULTATS AVANT L'AUTOMNE. JE CONSIDERE QUE LE DEBUT DE CES NEGOCIATIONS SE DEROULE A L'HEURE ACTUELLE A UN RYTHME QUI ME PARAIT PLUTOT LENT. JE SOUHAITE QU'ELLES SOIENT CONDUITES DE TELLE MANIERE QU'IL PUISSE Y AVOIR DES PREMIERS RESULTATS A L'AUTOMNE. JE CONSIDERERAI MEME COMME SIGNIFICATIF QU'IL PUISSE Y AVOIR UN OU DEUX RESULTATS DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE AVANT L'ETE. JE CONFIRME SOLENNELLEMENT A CET EGARD L'ENGAGEMENT DE MAINTIEN DU POUVOIR_D_ACHAT. VOUS SAVEZ QUE LE POUVOIR_D_ACHAT, MALGRE LES DIFFICULTES ECONOMIQUES, A PU ETRE ASSURE AU-COURS DES ANNEES 1976 ET 1977. IL DEVRA ETRE ASSURE EN 1978 ET JE DEMANDERAI AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE L'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR S'ASSURER QUE LE POUVOIR_D_ACHAT SERA MAINTENU

-\

`REPONSE` EN MEME TEMPS, IL Y A LA POLITIQUE D'AIDE AUX MOINS FAVORISES, CAR POUR FAIRE RECULER L'INJUSTICE DANS LA SOCIETE FRANCAISE, IL EST FONDAMENTAL QU'IL Y AIT UNE POLITIQUE REGULIERE ET SYSTEMATIQUE D'AIDE AUX MOINS FAVORISES. CETTE POLITIQUE VA CONNAITRE UN CERTAIN NOMBRE DE DEVELOPPEMENTS AU-COURS DES SEMAINES PROCHAINES. IL Y AVAIT D'ABORD LE CAS DES PERSONNES AGEES. LES PERSONNES AGEES, EN-RAISON DE LA _NATURE MEME DE LEUR CONSOMMATION, SONT TRES SENSIBLES, VOUS LE SAVEZ, AUX EVOLUTIONS DE PRIX A LA CONSOMMATION ET, SUBISSENT DONC, PLUS QUE D'AUTRES, DANS L'EMPLOI DE LEURS RESSOURCES, L'EFFET DE TELLE OU TELLE HAUSSE. IL ETAIT PREVU DE MAJORER LE MINIMUM VIEILLESSE, QUI EST ACTUELLEMENT DE 11 000 F, ET DE LE PORTER A 12 000 F `SOMME ` MONTANT` LE 1ER OCTOBRE PROCHAIN. LE PREMIER MINISTRE `RAYMOND BARRE` M'A PROPOSE CE MATIN, ET J'AI APPROUVE CETTE INITIATIVE, DE PORTER LE MINIMUM VIEILLESSE A 12 000 F A-PARTIR DU 1ER JUILLET. DONC, CETTE HAUSSE DE 11 000 A 12 000 F FERA PLUS QUE COMPENSER - LE CALCUL EST FACILE A FAIRE - LES MAJORATIONS DE PRIX QUI AURAIENT PU ETRE SUPPORTEES PAR CES PERSONNES AGEES

-\

`REPONSE` LA DEUXIEME CATEGORIE DE PERSONNES MOINS FAVORISEES, CE SONT LES FAMILLES, ET J'INDIQUE QU'A COTE DE L'EFFORT POUR LES PERSONNES AGEES, QUI A ETE TRES IMPORTANT DE 1974 A 1978, VA S'INSCRIRE DESORMAIS UNE POLITIQUE SYSTEMATIQUE D'AIDE AUX FAMILLES, AUX MERES DE FAMILLE ET AUX FAMILLES NOMBREUSES. POUR LES FAMILLES, LE 1ER JUILLET IL Y AURA UNE REVALORISATION DES PRESTATIONS ACCOMPAGNEE, D'UNE PART, DU MAINTIEN DU POUVOIR_D_ACHAT

DES PRESTATIONS ACCOMPAGNEE, D'UNE_PART, DU MAINTIEN DU POUVOIR_D_ACHAT ET, D'AUTRE_PART, D'UN GAIN DE POUVOIR_D_ACHAT QUI SERA PLUS ELEVE QUE CELUI QUI A ETE DECIDE AU-COURS DES ANNEES PRECEDENTES. EN MEME TEMPS, VOUS AVEZ NOTE QUE CERTAINES DISPOSITIONS ONT ETE PRISES EN_FAVEUR DES FAMILLES ET, NOTAMMENT, L'ALLONGEMENT DU CONGE DE MATERNITE POUR LES MERES DE FAMILLE, QUI SERA PROGRESSIVEMENT REALISE £ IL Y A DEJA DESORMAIS DEUX SEMAINES DE PLUS `16 SEMAINES` QUI VIENNENT D'ETRE DECIDEES PAR LE GOUVERNEMENT. A COTE DE CES MESURES, IL Y A LE PROBLEME DE LA SECURITE DES RESSOURCES DE LA FAMILLE. C'EST EN CAS DE DISPARITION DU CHEF DE FAMILLE - QUI PEUT ETRE UN HOMME OU UNE FEMME - QU'IL Y A UNE SITUATION DE DIFFICULTE ET, PARFOIS, DE DETRESSE DANS LA FAMILLE. D'OU LA SECURITE A ASSURER EN CAS DE DISPARITION DU CHEF DE FAMILLE : C'EST LE PROJET D'ETABLISSEMENT D'UNE ASSURANCE-VIE OBLIGATOIRE POUR LES FAMILLES

-\

`REPONSE` ENFIN, LE GOUVERNEMENT ENVISAGE L'AMELIORATION DES REVERSIONS DE PENSIONS POUR LES FEMMES, LORSQUE CELLES-CI ONT ACCUMULE A LA FOIS UNE PENSION, POUR LAQUELLE ELLES ONT DES DROITS PROPRES, ET EN MEME TEMPS UNE PENSION DE REVERSION. DANS LES MAJORATIONS DE PRESTATIONS, UNE ATTENTION PARTICULIERE SERA PORTEE A LA SITUATION DES FAMILLES NOMBREUSES, CAR C'EST UN FAIT QUE, DU POINT_DE_VUE DE LA STRUCTURE DE LEUR CONSOMMATION, LES FAMILLES NOMBREUSES ONT SOUFFERT PLUS QUE D'AUTRES DE L'EVOLUTION DES DERNIERES ANNEES. ENFIN, J'ATTACHE UNE IMPORTANCE AU PROBLEME DE L'ACCELERATION DES PREMIERS PAIEMENTS DES RETRAITES ET PENSIONS. IL Y A SOUVENT UN TEMPS MORT ENTRE L'ARRET DE L'ACTIVITE ET LA PERCEPTION DE LA PREMIERE RETRAITE OU DE LA PREMIERE PENSION, QUI PEUT PRENDRE PLUSIEURS MOIS - PARFOIS SIX MOIS - ET QUI SE TRADUIT, POUR DES CATEGORIES PEU FAVORISEES, PAR DES SITUATIONS FINANCIERES DIFFICILES. DONC, VOILA UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIONS QUI VONT INTERVENIR AU 1ER JUILLET ET AUXQUELLES S'AJOUTERA, COMME VOUS LE SAVEZ, LA MAJORATION DU SMIC

-\

M. GUY BRUEL (PANORAMA_DU_MEDECIN `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, SUR LA POLITIQUE CONTRACTUELLE, EST-CE QUE VOUS NE PENSEZ PAS QUE LORSQUE LES POUVOIRS PUBLICS ONT EN FACE D'EUX DES PARTENAIRES SOCIAUX ILS ONT TENDANCE A VOULOIR IMPOSER LEUR VOLONTE PLUS QU'A LAISSER JOUER LES MECANISMES NORMAUX D'UNE LIBRE NEGOCIATION ? ETANT A "PANORAMA_DU_MEDECIN", ON PEUT PENSER NOTAMMENT AU REGIME CONVENTIONNEL DES MEDECINS, OU LE GOUVERNEMENT JOUE UN ROLE DETERMINANT, MAIS IL Y A BEAUCOUP D'AUTRES CAS.
LE PRESIDENT.- DANS LA POLITIQUE CONTRACTUELLE, LES EXEMPLES QUE J'AI CITES SONT DES EXEMPLES DANS LESQUELS IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, DES DISCUSSIONS DIRECTES, SANS INTERFERENCE, ENTRE LES SYNDICATS ET LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES. VOUS PARLEZ D'UN AUTRE CAS, DANS LEQUEL IL S'AGIT D'UN CLIENT UNIQUE, QUI EST LE REGIME DE SECURITE_SOCIALE, REGIME DONT L'EQUILIBRE LUI-MEME MET SOUVENT EN QUESTION LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE OU, EN TOUT CAS, LA FIXATION DE PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES. DONC LA, IL Y A UNE SITUATION DIFFERENTE, DANS LAQUELLE IL EST NORMAL QUE LE MINISTRE DE LA SANTE `SIMONE VEIL` ATTIRE L'ATTENTION DES ORGANISMES DE SECURITE_SOCIALE SUR LES CONSEQUENCES, POUR L'EQUILIBRE, DE TELLE OU TELLE DECISION QU'ILS SERAIENT AMENES A PRENDRE

-\

M. RENE POUJOL (LE_PELERIN `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS VENEZ DE RAPPELER UN CERTAIN NOMBRE D'ENGAGEMENTS QUE VOUS AVEZ PRIS EN-MATIERE SOCIALE. MONSIEUR RAYMOND BARRE, QUELQUES JOURS APRES AVOIR ETE DESIGNE DANS SES FONCTIONS DE PREMIER MINISTRE, AVAIT DECLARE QU'EN-MATIERE SOCIALE

LE GOUVERNEMENT IRAIT AUSSI LOIN QUE LUI PERMETTRAIENT LES RESULTATS DE L'ECONOMIE. OR, AUJOURD'HUI, ON A L'IMPRESSION D'UN CERTAIN MANQUE D'AUDACE, QUI EST PEUT-ETRE RESSENTI AINSI PAR UNE CERTAINE PARTIE DE L'OPINION. ON A L'IMPRESSION QUE L'ON REPOUSSE, POUR DES MOTIFS DE CRISE ECONOMIQUE, DES EVOLUTIONS QUI, EN FAIT, PORTENT MOINS SUR UN ACCROISSEMENT DES SALAIRES OU DES PRESTATIONS SOCIALES QUE SUR UNE REDISTRIBUTION DES POUVOIRS, EN FAIT CE QUE L'ON APPELLE LE QUALITATIF. ALORS, LA QUESTION QUE JE VOUDRAIS VOUS POSER, MONSIEUR LE PRESIDENT, EST LA SUIVANTE : NE PENSEZ-VOUS PAS QU'EN-MATIERE SOCIALE, IL FAUDRAIT PEUT-ETRE ETRE UN PEU MOINS RAISONNABLE ET UN PEU PLUS PASSIONNE ? LE PRESIDENT.- DANS LES QUATRE GRANDES NEGOCIATIONS QUI SONT EN-COURS, COMME VOUS LE SAVEZ, IL Y A DEUX NEGOCIATIONS QUI PORTENT SUR CE QUE VOUS APPELEZ LE QUALITATIF, PUISQU'IL Y A UNE NEGOCIATION QUI PORTE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET UNE NEGOCIATION QUI PORTE SUR LA DUREE DU TRAVAIL, DONC DEUX ASPECTS DE LA VIE QUALITATIVE DANS L'ENTREPRISE. A CET EGARD, JE VOUS LE REPETE, CE SONT LES PARTENAIRES SOCIAUX QUI DISCUTENT. IL M'APPARAIT IMPORTANT QU'ILS PUISSENT ABOUTIR A DES DECISIONS D'ICI L'AUTOMNE ET IL VA DE SOI QUE SI LES DELAIS PARAISSAIENT SE PROLONGER, LE GOUVERNEMENT AURAIT A PRENDRE DES INITIATIVES POUR FAVORISER L'ABOUTISSEMENT DES NEGOCIATIONS EN-COURS
-\
`REPONSE` MAIS, JE PENSE, COMME VOUS, QU'IL FAUT AJOUTER TOUJOURS A LA POLITIQUE ECONOMIQUE DES PERSPECTIVES SOCIALES ET, NOTAMMENT, D'ADAPTATION PROGRESSIVE DE NOTRE SOCIETE. IL Y A UNE DE CES PERSPECTIVES A LAQUELLE J'ATTACHE BEAUCOUP D'IMPORTANCE, PARCE QUE JE CROIS QU'ELLE CORRESPOND AU FOND DE NOTRE _NATURE FRANCAISE, DE NOTRE ORIGINE TERRIENNE, C'EST RENDRE LES FRANCAIS PROPRIETAIRES INDIVIDUELS DE LA FRANCE. JE CROIS QUE DANS UNE EPOQUE OU CERTAINS REGIMES, CERTAINS SYSTEMES ONT UNE VISION COLLECTIVE DE L'APPROPRIATION DES BIENS, OU D'AUTRES, AU CONTRAIRE, ONT UNE VISION OU L'INDIVIDU PEUT S'APPROPRIER UNE PARTIE DES BIENS, IL CONVIENT, EN FRANCE, QUE LA PROPRIETE INDIVIDUELLE SOIT AUSSI REPANDUE QUE POSSIBLE ET QU'EN-PARTICULIER LES FRANCAIS AIENT LE SENTIMENT QUE LA FRANCE LEUR APPARTIENT ET LEUR APPARTIENT INDIVIDUELLEMENT. C'EST POUR CELA QUE CERTAINES REFORMES ONT ETE _ENTREPRISES LA REFORME DE L'AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT `APL`, LA REFORME DU LIVRET D'EPARGNE MANUELLE. JE VOUS INDIQUE QU' EN CE QUI CONCERNE LE LOGEMENT, L'APPLICATION DE LA REFORME SERA BIEN ENTENDU POURSUIVIE ET QUE LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE_DE_VIE `MICHEL D'ORNANO` SE PREOCCUPE D'EXAMINER LOCALEMENT LA SITUATION DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT DE FACON A VOIR QUELLES AMELIORATIONS POURRAIENT ETRE APPORTEES SUR-LE-PLAN CONJONCTUREL A L'_ETAT DE CETTE INDUSTRIE
-\
`REPONSE` MAIS JE PENSE QUE LES CIRCONSTANCES PERMETTENT A L'HEURE ACTUELLE, DE FAIRE UN PAS DE PLUS. LE GOUVERNEMENT A PREPARE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES POUR CONDUIRE LES FRANCAIS A DEVENIR PLUS LARGEMENT PROPRIETAIRES DE L'INDUSTRIE DE LA FRANCE : UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES D'INCITATION A L'EPARGNE, D'AVANTAGES FISCAUX, COMME VOUS LE SAVEZ, QUI SERAIENT INTRODUITS EN CE QUI CONCERNE L'IMPOT SUR LE REVENU, LA CREATION DE TECHNIQUES NOUVELLES, LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT, DES ACTIONS A DIVIDENDE PRIORITAIRE, VONT CONDUIRE LES FRANCAIS A ACQUERIR UNE PART CROISSANTE DE LA PROPRIETE DE LEUR INDUSTRIE, ET C'EST UNE TRES BONNE CHOSE. MAIS NATURELLEMENT UNE DEMARCHE DE CE GENRE SERA INEVITABLEMENT LENTE, PUISQU'ELLE SUPPOSE UNE ACQUISITION ANNUELLE ET PROGRESSIVE. C'EST POURQUOI JE PENSE QU'IL FAUDRAIT LANCER LE MOUVEMENT PAR UNE DECISION IMMEDIATE

PORTANT SUR LA DIFFUSION DE LA PROPRIETE DU CAPITAL INDUSTRIEL ET CETTE DECISION POURRAIT ETRE LA SUIVANTE. UNE MESURE EXCEPTIONNELLE SERAIT PRISE EN_VUE DE L'ACCESSION A LA PROPRIETE DU CAPITAL D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES PAR LES TRAVAILLEURS `PARTICIPATION` ET LES EMPLOYES DE CELLES-CI. CETTE MESURE POURRAIT INTERVENIR EN 1979, SOUS LA FORME SUIVANTE : UNE AUGMENTATION DE CAPITAL EXONEREE D'IMPOT ET DONNANT _LIEU A DISTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS AU PERSONNEL SALARIE ET EMPLOYE DES ENTREPRISES, SELON DES MODALITES DEDUITES DES PROCEDURES DE L'INTERESSEMENT ET POUVANT ATTEINDRE 5 % `STATISTIQUE` DU MONTANT DU CAPITAL. CETTE ACTION DEVRAIT ETRE CONDUITE DANS DES CONDITIONS EQUITABLES C'EST-A-DIRE EN FAISANT EN SORTE QUE L'ATTRIBUTION DES ACTIONS SE FASSE DANS UN EVENTAIL MODERE, JE DIRAI PAR EXEMPLE, DE 1 A 3 ENTRE CELUI QUI RECOIT LE MOINS ET CELUI QUI RECOIT LE PLUS, PUISQUE C'EST L'ENSEMBLE DES SALARIES QUI SERAIT BENEFICIAIRE DE CES ATTRIBUTIONS, SANS CREER DE PREJUDICE A L'ECONOMIE ET A L'EPARGNE. CE QUI VEUT DIRE QUE DES DISPOSITIONS SERAIENT PRISES PARALLELEMENT POUR MAINTENIR INTACTE LA CAPACITE BENEFICIAIRE DES TITRES ACTUELLEMENT DETENUS PAR LES ACTIONNAIRES

-\

`REPONSE ` PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS` CE SERAIT UNE OPERATION `ACCESSION A LA PROPRIETE DU CAPITAL DES ENTREPRISES` DANS LAQUELLE IL Y AURAIT, D'UNE_PART, DISTRIBUTION POUVANT ALLER JUSQU'A 5 % DU CAPITAL D'ACTIONS CLASSIQUES QUI SERAIENT REMISES PERSONNELLEMENT A L'ENSEMBLE DES SALARIES ET EMPLOYES DES ENTREPRISES ET, D'AUTRE_PART, DES DISPOSITIONS DE TYPE FISCAL SERAIENT PRISES POUR QUE LA CAPACITE DES BENEFICIAIRES DES ACTIONS EXISTANTES NE SOIT PAS ATTEINTE PAR CETTE DISTRIBUTION. UNE PREMIERE EVALUATION MONTRE QUE CETTE DISTRIBUTION PORTERAIT SUR UN NOMBRE TRES IMPORTANT DE TITRES. MALHEUREUSEMENT, LES STATISTIQUES NE PERMETTENT PAS D'AVANCER UN CHIFFRE PRECIS, MAIS C'EST EN TOUT CAS TRES LARGEMENT SUPERIEUR A 10 MILLIONS DE TITRES. CETTE ATTRIBUTION SERAIT FAITE A-TITRE EXCEPTIONNEL POUR 1978. ENSUITE CE SONT LES MECANISMES PERMANENTS DE L'INCITATION A L'EPARGNE QUI SONT ACTUELLEMENT MIS EN_PLACE QUI FERONT QUE LES SALARIES, EMPLOYES ET CADRES DES ENTREPRISES, SE TROUVERAIENT DETENIR UNE PART CROISSANTE DE LA PROPRIETE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE LA FRANCE. SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES, Y A-T-IL UNE DERNIERE QUESTION ?

-\

M. FRANCOIS LACROIX (AGENCE_JOURNALISTES_ASSOCIES `AGENCE DE PRESSE`).- COMMENT ASSUREZ-VOUS LA RENTABILITE DE VOTRE ECONOMIE POUR ASSURER LES GARANTIES SOCIALES QUE VOUS PROPOSEZ AU PAYS ? LE PRESIDENT.- J'AI REPONDU A CETTE QUESTION, C'EST L'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE QUI VISE, PAR L'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES STRUCTURES DE NOTRE ECONOMIE, A DEGAGER CES MARGES PERMETTANT DE FAIRE_FACE A LA CONCURRENCE EXTERIEURE. IL Y A UN ELEMENT TRES IMPORTANT A SIGNALER, C'EST L'ELEMENT MONETAIRE. DEPUIS LE 10 MARS DERNIER, VOUS SAVEZ QUE LE FRANC A GAGNE PAR RAPPORT AU GROUPE GENERAL DES MONNAIES CORRESPONDANTES, ENVIRON 7 % EN VALEUR, ET CE GAIN DE VALEUR DU FRANC, SUR LE PLAN DE L'ASSAINISSEMENT DE LA SITUATION DE L'ECONOMIE FRANCAISE PAR-RAPPORT AUX AUTRES PAYS, EST UN ELEMENT TRES FAVORABLE, PUISQUE NOUS SOMMES UN PAYS ACHETEUR DE MATIERES PREMIERES ET D'ENERGIE ET ENSUITE TRANSFORMATEUR AUX FINS D'EXPORTATION

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. PATRICK POIVRE D'ARVOR (ANTENNE_2 ` TELEVISION`).- NOUS AVONS ETE FORTEMENT IMPRESSIONNES PAR L'OPERATION DU SHABA `ZAIRE`. L'OPINION PUBLIQUE SE POSE DES QUESTIONS SUR LA POLITIQUE AFRICAINE ET SE

L'OPINION PUBLIQUE SE POSE DES QUESTIONS SUR LA POLITIQUE AFRICAINE ET SE DEMANDE SI ELLE DEVRA LONGTEMPS ENCORE SOUTENIR DES REGIMES PARFOIS CONTESTES ? LE PRESIDENT.- NOUS VERRONS ENSUITE LES AFFAIRES AFRICAINES, JE PENSAIS A LA SITUATION ETRANGERE..
-\
`POLITIQUE ETRANGERE` M. DELARUE (LE_MONDE `JOURNAL`).- JE ME DEMANDAIS SI L'EXPRESSION "GUERRE FRAICHE", EMPLOYEE PAR BREJNEV NE VOUS SEMBLAIT PAS PLUS APPROPRIEE POUR DECRIRE LES RELATIONS EST - OUEST QUE LE MOT "DETENTE", ETANT DONNE CE QUI SE PASSE EN AFRIQUE ? LE PRESIDENT.- JE SOUHAITE QUE NON. VOUS POSEZ LE PROBLEME DE LA DETENTE ET DES RELATIONS EST - OUEST. VOUS SAVEZ QUE LA DETENTE REMONTE MAINTENANT A DOUZE ANS ET QUE LA FRANCE A PARTICIPE TRES LARGEMENT A L'INITIATIVE EN DIRECTION DE LA DETENTE. JE CONSIDERE QU'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE A LA DETENTE. IL N'Y EN A PAS. MAIS JE CONSIDERE QUE LA DETENTE N'EST JAMAIS ACQUISE ET DONC QU'IL FAUT A TOUT INSTANT QUE L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES DE LA DETENTE ACCOMPLISSE LES EFFORTS NECESSAIRES POUR QUE CELLE-CI SE POURSUIVE ET SE DEVELOPPE. QU'EST-CE QUI A PU DONNER LE SENTIMENT QUE LA DETENTE ETAIT COMPROMISE ? C'EST UN CERTAIN NOMBRE DE FAITS QUI ONT ETE OBSERVES PAR L'OPINION INTERNATIONALE. C'EST LE FAIT D'ABORD QUE LES NEGOCIATIONS SALT, QUI A L'ORIGINE DEVAIENT ABOUTIR AU MILIEU DE L'ANNEE 1977 OU A L'AUTOMNE DE 1977, N'ONT FINALEMENT, MALGRE LES PROGRES ENREGISTRES, TOUJOURS PAS ABOUTI. C'EST LE FAIT QU'UNE RENCONTRE COMME IL Y EN AVAIT EU DANS LE PASSE ENTRE LE PRESIDENT DES ETATS UNIS ET M. BREJNEV, AVAIT ETE ENVISAGEE A PLUSIEURS ECHEANCES ET FINALEMENT N'A PAS JUSQU'ICI EU_LIEU. C'EST LE FAIT QUE LES RESULTATS FINAUX DE LA CONFERENCE DE BELGRADE `CSCE` N'ONT PAS PARU MARQUER UN PROGRES AU REGARD DE LA DETENTE. C'EST ENFIN LES SITUATIONS DE TENSION QUI ONT ETE RECEMMENT OBSERVEES EN AFRIQUE. DONC CE SONT DES ELEMENTS QUI ONT PU CONDUIRE A S'INTERROGER SUR LA SITUATION ACTUELLE DE LA DETENTE
-\
`REPONSE ` POLITIQUE ETRANGERE` JE VOUS REPETE CE QUE J'AI DIT : IL N'Y A PAS A MES YEUX, D'ALTERNATIVE A LA DETENTE. IL FAUT DONC QUE L'ENSEMBLE DES PAYS CONCERNES FASSE LES EFFORTS APPROPRIES POUR RETABLIR, POUR SOUTENIR ET, SI POSSIBLE, FAIRE PROGRESSER LE CLIMAT DE LA DETENTE. OR, LA DETENTE SUPPOSE UN CERTAIN CODE DE COMPORTEMENT DE LA PART DE TOUS CEUX QUI Y PARTICIPENT. VOUS VOUS SOUVENEZ QUE L'ANNEE DERNIERE, PRATIQUEMENT A LA MEME DATE, ET APRES AVOIR RECU LA VISITE DE M. LEONID BREJNEV A RAMBOUILLET - VISITE QUI AVAIT EU UN CARACTERE POSITIF A L'EGARD DE LA DETENTE - J'AVAIS ETE AMENE A SOULIGNER UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES D'APPLICATION DU CODE DE LA DETENTE, S'AGISSANT DES SALT ET DES DROITS DE L'HOMME. AUJOURD'HUI JE VOUDRAIS SIGNALER LES DEUX AUTRES ELEMENTS QUI ME PARAISSENT FONDAMENTAUX POUR LA DETENTE : C'EST D'ABORD QUE L'EXPERIENCE CONFIRME QUE, POUR PROGRESSER, LA DETENTE DOIT ETRE GLOBALE ET, COMME NOUS L'AVIONS DIT DANS LE COMMUNIQUE DE RAMBOUILLET, AVEC M. BREJNEV, QU'IL S'AGIT D'ADAPTER AUX NECESSITES DE LA DETENTE NOTRE ACTION VIS-A-VIS DE TOUS LES ETATS ET DANS TOUTES LES REGIONS DE LA TERRE. SI TEL N'ETAIT PAS LE CAS, LA DETENTE ELLE-MEME SE TROUVERAIT COMPROMISE. C'EST ENSUITE LE FAIT QUE LA DETENTE REPOSE SUR LA VOLONTE DE NE PAS MODIFIER L'EQUILIBRE ACTUEL DU MONDE, CAR TOUTE TENTATIVE POUR MODIFIER CET EQUILIBRE, QU'IL S'AGISSE D'UNE RECHERCHE DE CETTE MODIFICATION, OU MEME D'UNE ACCEPTATION DE CETTE MODIFICATION, CONDUIT LES PARTENAIRES A S'INTERROGER SUR L'ESPRIT DE LA DETENTE. C'EST POUQUOI IL M'APPARAIT FONDAMENTAL DE SOULIGNER A L'HEURE ACTUELLE LE CARACTERE GLOBAL DE LA DETENTE ET LE FAIT QUE LA DETENTE NE PEUT PAS S'ACCOMPAGNER D'UNE RECHERCHE OU MEME DE L'ACCEPTATION DE

PAS S'ASSOCIER D'UNE RECHERCHE OU MEME DE L'ACCEPTATION DE MODIFICATIONS D'EQUILIBRE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES ` REPONSE` POUR CE QUI CONCERNE, EN EFFET, NOS RAPPORTS AVEC L'UNION SOVIETIQUE SUR-LE-PLAN BILATERAL, CES RAPPORTS DE COOPERATION ONT GARDE LE CARACTERE TRES POSITIF QU'ILS ONT EU AU-COURS DES DERNIERES ANNEES. ET NOUS ENTENDONS BIEN FAIRE EN SORTE QU'IL EN SOIT AINSI. C'EST DONC DE L'EXTERIEUR, C'EST-A-DIRE DES PROBLEMES LIES AU CARACTERE NON GLOBAL DE LA DETENTE, QUE PEUVENT VENIR DES DIFFICULTES ET J'EN CITERAI UN CERTAIN NOMBRE. A L'HEURE ACTUELLE, IL N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LA DETENTE, QU'IL Y AIT DES FRANCHISSEMENTS DE FRONTIERES ENTRE DES ETATS SOUVERAINS, PAR DES FORCES ARMEES, ET IL N'EST PAS POSSIBLE QUE CES FRANCHISSEMENTS SOIENT CAUTIONNES PAR TEL OU TEL PARTENAIRE DE LA DETENTE. JE NE M'INTERROGE PAS SUR LES INTENTIONS £ JE CROIS, EN EFFET, QU'ON PRETE SOUVENT, DANS CE DOMAINE, AUX UNS OU AUX AUTRES, DES INTENTIONS QUI NE SONT PAS LES LEURS. JE LE PENSE. MAIS ENCORE NE FAUT-IL PAS QUE L'ATTITUDE OU QUE LE COMMENTAIRE DONNE UNE SORTE DE CAUTION A DES INITIATIVES DE CE TYPE. JE VOUDRAIS SOULIGNER ENFIN QUE LES ACTIONS QUE LA FRANCE A CONDUITES AU-COURS DES MOIS RECENTS ET QUI ONT ETE PARTOUT, COMME VOUS LE VERREZ TOUT A L'HEURE, DES ACTIONS DE STABILISATION DE SITUATION `MAURITANIE ` TCHAD ` ZAIRE`, SONT DES ACTIONS QUI CONTRIBUENT, EN REALITE, AU MAINTIEN DE LA POSSIBILITE DE LA DETENTE. IL NE FAUT PAS S'Y TROMPER : S'IL Y A ACCEPTATION D'UN DEPLACEMENT LENT OU DISCRET DES EQUILIBRES, MAIS QUI, ENSUITE, SERAIT PERCU PAR LA CONSCIENCE INTERNATIONALE, ALORS CECI APPELLE TOUJOURS DES REACTIONS VIVES ET CES REACTIONS VIVES SONT CONTRAIRES A L'ESPRIT DE LA DETENTE. C'EST POURQUOI, CEUX QUI VEULENT MAINTENIR LA DETENTE CHERCHENT PAR TOUTES SORTES DE MOYENS A PARTICIPER A LA CONSOLIDATION, A LA STABILITE DES EQUILIBRES DANS LE MONDE. J'AI EU L'OCCASION DE L'EXPRIMER PAR UN MESSAGE QUE J'AI ENVOYE A M. LEONID BREJNEV, AU DEBUT DE LA SEMAINE DERNIERE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` PIERRE CHARPY (LA_NATION `JOURNAL`).- VOUS PRESIDEZ DEMAIN UN CONSEIL DE POLITIQUE EXTERIEURE NUCLEAIRE. DANS LA LOGIQUE DES PROPOSITIONS QUE VOUS AVEZ FAITES SUR LE DESARMEMENT, DE CE QUE VOUS VENEZ DE DIRE SUR LE MAINTIEN DES EQUILIBRES DANS LE MONDE, EST-CE QUE VOUS ALLEZ DECIDER OU NON D'EXECUTER LE CONTRAT DE LIVRAISON D'UNE USINE DE RETRAITEMENT D'URANIUM AU PAKISTAN ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, UN MOT SUR LE DESARMEMENT. LE DEBAT EST EN-COURS AUX NATIONS-UNIES (IL N'EST PAS ENCORE TERMINE, COMME VOUS LE SAVEZ) DEVANT LA SESSION SPECIALE. JE SUIS NATURELLEMENT LE DEROULEMENT DE CE DEBAT ET J'AI PRIS CONNAISSANCE AVEC INTERET D'UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS POSITIFS. D'ABORD, LE FAIT QUE, POUR LA PREMIERE FOIS, LES REPRESENTANTS DE LA CHINE POPULAIRE ONT MANIFESTE UN INTERET POUR LES TRAVAUX DU DESARMEMENT ET CONTRIBUENT ACTIVEMENT AUX DELIBERATIONS DE LA SESSION SPECIALE. D'AUTRE_PART, DANS LES DISCOURS, J'AI NOTE CE QU'A INDIQUE A_JUSTE_TITRE MONSIEUR GROMYKO, A SAVOIR QUE LA POURSUITE DE LA POLITIQUE DE LA DETENTE ETAIT UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE AUX PROBLEMES DU DESARMEMENT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE` J'AI NOTE AUSSI DANS LES DISCOURS, A LA FOIS DU VICE-PRESIDENT MONDALE ET DE MONSIEUR GROMYKO, LEUR ORIENTATION EN_FAVEUR D'UNE REORGANISATION DES PROCEDURES INTERNATIONALES DE NEGOCIATION SUR LE DESARMEMENT QUI EST, COMME VOUS LE SAVEZ, UNE DES PROPOSITIONS DE LA FRANCE. J'AI NOTE ENFIN LES PROPOSITIONS DU CHANCELIER

SCHMIDT POUR CE QUI CONCERNE LES MESURES DE CONFIANCE ET L'ELIMINATION DE CERTAINES RECHERCHES SUR DES ARMES NOUVELLES PARTICULIEREMENT DESTRUCTRICES ET INHUMAINES. J'AI VU LA AUSSI UNE CONTRIBUTION POSITIVE. SI BIEN QU'EN-MATIERE DE DESARMEMENT, LES TRAVAUX EN-COURS FONT APPARAITRE UNE CERTAINE CONVERGENCE DE VUES, UN CERTAIN CONSENSUS, ET JE SOUHAITE QUE CELUI-CI PUISSE SE MATERIALISER DANS LA DECISION DE LA SESSION SPECIALE. POUR CE QUI CONCERNE NOTRE POLITIQUE NUCLEAIRE LIEE AU DESARMEMENT, LE PROBLEME EST CELUI DE NOTRE DISSUASION. J'AI INDIQUE TRES CLAIREMENT QUE LE NIVEAU DE LA SITUATION FRANCAISE ETAIT A CE POINT DIFFERENT DU NIVEAU DES MOYENS STRATEGIQUES AMERICAINS ET SOVIETIQUES, QU'IL N'ETAIT PAS QUESTION, POUR UNE PUISSANCE COMME LA FRANCE, D'ATTENUER EN QUOI QUE CE SOIT LA CREDIBILITE DE SES MOYENS DE DISSUASION, AUSSI LONGTEMPS QUE L'ARSENAL NUCLEAIRE RESTERA CE QU'IL EST DANS LE MONDE. C'EST POURQUOI NOUS POURSUIVONS L'APPLICATION DE NOTRE PROPRE POLITIQUE DE DISSUASION EN ESPERANT QU'UN JOUR, LE NIVEAU GENERAL DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE DANS LE MONDE SERA RAMENE A UNE PROPORTION TELLE QUE LA FRANCE SERAIT ALORS ELLE-MEME CONDUITE A EN EXAMINER LES CONSEQUENCES

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - PAKISTANAISES ` REPONSE` POUR CE QUI EST DES LIVRAISONS EXTERIEURES, JE VOUS INDIQUE, MONSIEUR CHARPY, QUE VOTRE QUESTION NE PEUT ETRE RECUE COMME TELLE. LES VENTES DE TECHNOLOGIE NUCLEAIRE AU PAKISTAN SONT DES VENTES QUI SONT EXCLUSIVES DE TOUTE APPLICATION MILITAIRE. DONC, ON NE PEUT EN RIEN LIER CES VENTES, QU'ELLES SE DEROULENT D'UNE MANIERE OU D'UNE AUTRE, A LA POLITIQUE GENERALE D'ARMEMENT NUCLEAIRE, CAR LES AUTORITES PAKISTANAISES N'ONT PAS CESSE DE REPETER ET N'ONT PAS CESSE DE S'ENGAGER SUR LE FAIT QUE DES INSTALLATIONS DE CETTE _NATURE NE POURRAIENT AVOIR QUE DES USAGES PACIFIQUES. C'EST POUQUOI LA NEGOTIATION SE POURSUIT DE FACON A ACCROITRE LES SECURITES CONCERNANT L'EMPLOI PACIFIQUE DE CES INSTALLATIONS

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. EYTAN (RADIODIFFUSION_TELEVISION_ISRAELIENNE).- LA FRANCE A ACCEPTE D'ENVOYER, DANS-LE-CADRE DE L'ONU, DES FORCES AU SUD - LIBAN. AUJOURD'HUI, APRES LE RETRAIT DES FORCES ISRAELIENNES ET A LA LUMIERE DES DERNIERS AFFRONTEMENTS SANGLANTS ENTRE CHRETIENS, LA FRANCE ENVISAGE-T-ELLE DE POURSUIVRE CETTE POLITIQUE, DE RETIRER SES FORCES OU DE PRENDRE DE NOUVELLES INITIATIVES ? LE PRESIDENT.- JE VOUS REMERCIE DE CETTE QUESTION. M. GEORGES PENCHENIER (RTL `RADIO`).- QUESTION ANNEXE, MONSIEUR LE PRESIDENT, QU'ON POURRAIT PEUT-ETRE GROUPER. DANS LA MESURE OU, EFFECTIVEMENT, IL Y A DES TROUPES FRANCAISES LA-BAS, ELLES SONT PLACEES SOUS LE CONTROLE DES NATIONS-UNIES, MAIS J'IMAGINE QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A SON MOT A DIRE ET QU'EN TOUT CAS IL SAIT CE QU'IL SOUHAITE QUE L'ON FASSE. ALORS, POUVEZ-VOUS NOUS DIRE SI, SELON VOUS, LES CASQUES BLEUS DOIVENT S'INSTALLER TOUT LE LONG DE LA FRONTIERE D'ISRAEL, Y COMPRIS DANS LES ENCLAVES CHRETIENNES QUI POSENT ACTUELLEMENT UN SERIEUX PROBLEME AU LIBAN ? LE PRESIDENT.- C'EST EN EFFET UNE QUESTION VOISINE. IL N'Y A PAS D'AUTRES QUESTIONS SUR LE LIBAN ? M. MAISSI (HA_ARETZ `JOURNAL`).- DE LA MEME FACON, JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER SI VOUS CONSIDEREZ QUE MAINTENANT QUE LE PREMIER VOLET DE LA RESOLUTION 425 `DES NATIONS-UNIES` SUR LE RETRAIT DES FORCES ISRAELIENNES EST PRATIQUEMENT MIS EN VIGUEUR, LE DEUXIEME VOLET QUI CONCERNE LE RETABLISSEMENT DE LA SOUVERAINETE LIBANAISE SUR TOUT LE TERRITOIRE LIBANAIS SERAIT A L'ORDRE_DU_JOUR. LE JOURNAL DU CAIRE.- JE COMPLETE CES TROIS QUESTIONS : ISRAEL A DECLARE QU'ELLE ALLAIT CONFIER LE SUD - LIBAN AUX CHRETIENS. ALORS QUELLE EST LA POSITION ACTUELLEMENT DES FORCES FRANCAISES A L'INTERIEUR DES

QUELLE EST LA POSITION ACTUELLEMENT DES FORCES FRANCAISES A L'INTERIEUR DES FORCES DE L'ONU ?
-\
LE PRESIDENT.- JE REPONDS A CET ENSEMBLE DE QUESTIONS. IL A ETE DECIDE NON PAS D'ENVOYER DES FORCES FRANCAISES AU LIBAN, COMME ON L'A DIT, MAIS QUE LA FRANCE PARTICIPE A L'ACTION DES NATIONS-UNIES, QUI CONSISTAIT A ENVOYER DES "CASQUES BLEUS" AU SUD - LIBAN, "CASQUES BLEUS" QUI COMPRENNENT DES CONTINGENTS DE DIVERS PAYS, DE DIVERS CONTINENTS DU MONDE, ET QUI ATTEIGNENT A L'HEURE ACTUELLE, COMPTE_TENU DES ELEMENTS LOGISTIQUES DONT ILS DISPOSENT, ENVIRON 6500 `NOMBRE` HOMMES £ JE PARLE DE L'ENSEMBLE DES FORCES DES NATIONS-UNIES. OR, L'OPINION FRANCAISE A CRU - ON LUI A EXPLIQUE - QU'IL Y AVAIT DES FRANCAIS QUI MENAIENT UNE ACTION SPECIFIQUE AU SUD - LIBAN. NON. IL Y A UN CONTINGENT FRANCAIS QUI A ETE MIS A LA DISPOSITION DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES ET QUI AGIT SOUS L'AUTORITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, COMME LES CONTINGENTS SENEGALAIS, NORVEGIEN, CANADIEN, QUI SE TROUVENT SUR LA MEME FRONTIERE. D'AILLEURS, NOUS NE COMMUNIQUONS AVEC CE CONTINGENT QUE PAR L'INTERMEDIAIRE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES ET DU COMMANDEMENT DES NATIONS UNIES. CECI DOIT ETRE TOUT A FAIT ENTENDU
-\
`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE` NOUS AVONS ACCEPTE DE METTRE CE CONTINGENT `FRANCAIS ` CASQUES BLEUS` A LA DISPOSITION DES NATIONS-UNIES POUR ACCOMPLIR LES DEUX MISSIONS QUI AVAIENT ETE FIXEES PAR LE CONSEIL_DE_SECURITE ET, JE VOUS LE RAPPELLE, SANS AUCUNE OPPOSITION D'AUCUN DES PAYS MEMBRES DU CONSEIL_DE_SECURITE, QUELLE QUE SOIT LEUR IDEOLOGIE PARTICULIERE. CES DEUX OBJECTIFS ETAIENT : 1) CREER DES CONDITIONS PERMETTANT L'EVACUATION DU SUD - LIBAN PAR LES FORCES ISRAELIENNES, QUI Y ETAIENT ENTREES DANS LES CONDITIONS QUE VOUS CONNAISSEZ £ 2) PERMETTRE AU GOUVERNEMENT LIBANAIS DE RETABLIR SA SOUVERAINETE PROGRESSIVEMENT SUR LA TOTALITE DE SON TERRITOIRE ET, DONC, SUR LE SUD - LIBAN. CE SONT LES DEUX SEULES MISSIONS AUXQUELLES PARTICIPE NOTRE CONTINGENT DANS-LE-CADRE DE L'ACTION DES NATIONS-UNIES. LE PREMIER OBJECTIF EST EN-TRAIN D'ETRE ATTEINT PUISQUE LES FORCES ISRAELIENNES SONT EN EFFET EN-TRAIN D'ACHEVER LEUR RETRAIT DU TERRITOIRE LIBANAIS. DONC, A-CE-TITRE ON PEUT DIRE QUE LA FORCE DES NATIONS UNIES A ATTEINT LE PREMIER OBJECTIF QUI LUI AVAIT ETE FIXE PAR LE CONSEIL_DE_SECURITE. ELLE DOIT MAINTENANT EXAMINER LES CONDITIONS DANS LESQUELLES ELLE PEUT ATTEINDRE LE DEUXIEME OBJECTIF, C'EST-A-DIRE LE RETABLISSEMENT DE LA SOUVERAINETE DU GOUVERNEMENT LIBANAIS SUR LA TOTALITE DE SON TERRITOIRE ET NOTAMMENT AU SUD - LIBAN. IL EST CLAIR QUE CELA NE PEUT ETRE FAIT QU'AVEC LA PARTICIPATION ACTIVE DU GOUVERNEMENT LIBANAIS
-\
`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE` J'AI DONC INDIQUE AU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES QUE LA PARTICIPATION DE NOTRE CONTINGENT `CASQUES BLEUS` ETAIT UNE PARTICIPATION LIEE A LA REALISATION DE CET OBJECTIF ET QU'IL FALLAIT DONC, A SA DILIGENCE ET A LA DILIGENCE DU GOUVERNEMENT LIBANAIS, QUE DES EFFORTS SOIENT ENTREPRIS PAR LE GOUVERNEMENT LIBANAIS POUR RETABLIR PROGRESSIVEMENT LES CONDITIONS NORMALES D'EXERCICE DE SA SOUVERAINETE SUR LE SUD - LIBAN ET QUE CE SERAIT SUR LE VU DU DEROULEMENT DE CES EFFORTS ET DES RESULTATS QUI SERAIENT PROGRESSIVEMENT OBTENUS, QUE NOUS NOUS PRONONCERIONS AU MOIS DE SEPTMBRE, LORSQU'IL S'AGIRA DU PROBLEME DU RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA FRANCE
-\
`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ESPAGNOLES` ANTONIO FELAYO (YA -

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ESPAGNOLES` ANTENNE 2 (TF1 MADRID `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS ALLEZ A LA FIN DU MOIS A MADRID, OU VOUS ETIEZ DEJA ALLE IL Y A DEUX ANS ET OU ON VOUS A CRITIQUE POUR UN CERTAIN EMPRESSEMENT A SOUTENIR LE ROI `JUAN CARLOS`. QUE PENSEZ MAINTENANT DE CES CRITIQUES DE L'EPOQUE ET QUELS SONT CETTE FOIS LES BUTS DE CE VOYAGE ? LE PRESIDENT.- JE ME REJOUIS BEAUCOUP D'ALLER EN ESPAGNE. C'EST UN PAYS AVEC LEQUEL NOUS DEVONS AVOIR, VOUS LE SAVEZ, LES RELATIONS LES PLUS ETROITES, LES PLUS CONFIANTES ET SUR LA BASE NATURELLEMENT DE L'EGALITE ET DU RESPECT RECIPROQUES. VOUS AVEZ RAPPELE QUE LORSQUE JE SUIS ALLE EN ESPAGNE, IL Y A DEUX ANS, COMME C'ETAIT NORMAL PUISQU'IL S'AGISSAIT DE L'ACCESSION A SES HAUTES RESPONSABILITES DU SOUVERAIN D'UN PAYS AMI, IL Y AVAIT EN EFFET UN CERTAIN NOMBRE DE GENS QUI M'AVAIENT CRITIQUE. ILS ONT DU SOIGNEUSEMENT EPURER LEURS ARCHIVES DEPUIS POUR FAIRE DISPARAITRE CES CRITIQUES. ILS SERAIENT FORT EMBARRASSES QU'ON LES LEUR RELISE AUJOURD'HUI, CAR L'ACTE DE CONFIANCE QUI ETAIT LE MIEN DANS LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION DE LA VIE POLITIQUE ESPAGNOLE, SOUS LA CONDUITE DU SOUVERAIN, A ETE ENTIEREMENT RATIFIE PAR LES FAITS ET PAR LA TOTALITE DES PARTIS POLITIQUES ESPAGNOLS DE TOUTES TENDANCES. CE VOYAGE SERA L'OCCASION D'EXAMINER EN PROFONDEUR LES LIENS ENTRE L'ESPAGNE DEMOCRATIQUE ET LA FRANCE ET DE VOIR COMMENT, FACE AUX GRANDES TACHES DONT NOUS PARLONS ICI, NOUS POUVONS RESSERRER NOTRE COOPERATION ET ENVISAGER DES ACTIONS COMMUNES, PAR EXEMPLE EN DIRECTION DU TIERS-MONDE OU EN DIRECTION DE L'AMERIQUE LATINE. A CETTE OCCASION, NOUS FERONS AUSSI LE POINT ENSEMBLE DES PROBLEMES DE LA CANDIDATURE DE L'ESPAGNE A LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE `CEE` ET DE LA MANIERE DONT NOUS POUVONS ENVISAGER ENSEMBLE LE DEROULEMENT DE CETTE CANDIDATURE. ON REVIENT A L'AFRIQUE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES` RADIO-FRANCE-INTERNATIONALE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, OU EN SONT LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGERIE, D'UNE_PART, LA FRANCE ET LA LIBYE D'AUTRE_PART ? EST-CE QU'A VOS YEUX CES RELATIONS POURRAIENT EVOLUER DANS UN SENS QUI PERMETTRAIT UN APAISEMENT DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL ET UN APAISEMENT DU CONFLIT TCHADIEN ? LE PRESIDENT.- SI VOUS VOULEZ BIEN, VOUS ALLEZ POSER L'ENSEMBLE DES QUESTIONS SUR L'AFRIQUE, PUISQU'IL Y EN A DEJA UNE ET QU'IL Y A LA VOTRE. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, C'ETAIT A PEU PRES LA MEME QUESTION, JE M'EN EXCUSE, C'ETAIT A LA LUMIERE DES EVENEMENTS RECENTS QUI SE PASSENT AU TCHAD ET EN MAURITANIE ET COMPTE_TENU DES DECLARATIONS EXTREMEMENT DESAGREABLES POUR LE GOUVERNEMENT FRANCAIS ET POUR VOTRE POLITIQUE AFRICAINE, DU COLONEL KADHAFI, COMMENT VOYEZ-VOUS L'_ETAT DE VOS RELATIONS ACTUELLES ET L'EVOLUTION DE CES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE? ET J'AURAIS UNE AUTRE QUESTION TOUT A L'HEURE SUR L'AFRIQUE_DU_SUD. JE LA POSE TRES VITE SI VOUS PERMETTEZ. ACTUELLEMENT L'AFRIQUE_DU_SUD S'EST BEAUCOUP REJOUIE DE L'INTERVENTION FRANCAISE AU ZAIRE ET ELLE ESTIME QUE CETTE INTERVENTION CORRESPOND A UNE PRISE DE CONSCIENCE PAR LES OCCIDENTAUX DU DANGER DE DESTABILISATION EN AFRIQUE. OR LES REGIMES BLANCS D'AFRIQUE AUSTRALE SE CONSIDERENT PRECISEMENT COMME DES ELEMENTS STABILISATEURS DANS CETTE REGION DU MONDE. EST-CE QUE VOUS PARTAGEZ CETTE ANALYSE ET, EN CE CAS, ENVISAGEZ-VOUS DE RECONSIDERER VOTRE ATTITUDE A L'EGARD DE CES REGIMES BLANCS ? LE PRESIDENT.- Y A-T-IL D'AUTRES QUESTIONS ?

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL Y A QUELQUES MOIS ET A PLUSIEURS REPRISES, VOUS AVEZ DIT QU'IL NE

FALLAIT PAS QUE L'AFRIQUE SOIT L'OBJET DE L'AFFRONTEMENT ENTRE DES BLOCS, ET LES DEMARCHS RECENTES, LES REUNIONS RECENTES A WASHINGTON, LA REUNION TENUE A PARIS, SUGGERENT QUE L'ON VA VERS LA CREATION D'UN GROUPE DE PAYS DISONS ATLANTIQUES, AVEC PARTICIPATION DES ETATS-UNIS. EST-CE QU'UN ENGRENAGE NE CONDUIT PAS EXACTEMENT DANS LA DIRECTION OPPOSEE A CELLE QUE VOUS AVIEZ DIT SOUHAITER ? EMMANUELLE PLACE, (L_UNITE) `JOURNAL`.- MONSIEUR LE PRESIDENT, C'EST UNE QUESTION SUR LE ZAIRE. AVEZ-VOUS ENVOYE L'ARMEE FRANCAISE AU SHABA POUR PROTEGER LES EUROPEENS CONTRE LES KATANGAIS, OU BIEN POUR LES PROTEGER CONTRE L'ARMEE ZAIROISE, DONT LA PRESSE ETRANGERE A REVELE LES CRIMES ? QUESTION.- SI VOUS PERMETTEZ, ENCORE UNE QUESTION SUR L'AFRIQUE. QUE PENSEZ-VOUS DE LA DECLARATION, DE LA PRISE DE POSITION DE M. CALLAGHAN ET NE PENSEZ-VOUS PAS QUE CETTE DEROBADE DE L'ANGLETERRE RISQUE D'ETRE DANGEREUSE POUR LA POSITION COLLECTIVE QUE PREND L'EUROPE VIS-A-VIS DE L'AFRIQUE ? LE PRESIDENT.- JE VAIS REPONDRE A CET ENSEMBLE DE QUESTIONS. L'ATTITUDE DE LA FRANCE VIS-A-VIS DE L'AFRIQUE EST SOUVENT DECRITE PAR LES MOYENS D'INFORMATION, COMME VOUS L'AVEZ DIT A L'INSTANT, COMME L'ACTION DE LA FRANCE EN AFRIQUE. C'EST UNE PRESENTATION INEXACTE. IL N'Y A PAS UNE ACTION, IL Y A DES ACTIONS, QUI REPONDENT A DES SITUATIONS PRECISES. IL FAUT DONC ANALYSER CES SITUATIONS POUR VOIR QUELS SONT LES MOTIFS DE L'ATTITUDE DE LA FRANCE VIS-A-VIS D'ELLES

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES ` REPONSE` J'AI NOTE PAR EXEMPLE QUE L'ON FAISAIT DES ADDITIONS EN DISANT QUE LA FRANCE ETAIT ENGAGEE SUR QUATRE POINTS, SIX POINTS EN AFRIQUE £ CETTE ADDITION N'A AUCUN SENS. PAR EXEMPLE, ON INCLUT SOUVENT DANS CETTE ADDITION LA SITUATION DE DJIBOUTI, OUBLIANT DE RAPPELER QU'A DJIBOUTI CE QUE NOUS FAISONS C'EST EXACTEMENT L'INVERSE, PUISQUE DJIBOUTI ETAIT JUSQU'A L'ANNEE DERNIERE UNE POSSESSION FRANCAISE. NOUS AVONS AU CONTRAIRE CONDUIT DJIBOUTI A L'INDEPENDANCE ET LES FORCES FRANCAISES QUI ETAIENT AUTREFOIS A DJIBOUTI POUR DES RAISONS DE SOUVERAINETE, Y SONT RESTEES A L'HEURE ACTUELLE POUR PERMETTRE AU NOUVEL ETAT D'ACCEDER A L'INDEPENDANCE ET DONC DE PARTICIPER DESORMAIS A LA VIE NORMALE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. IL NE FAUT DONC PAS UTILISER LES CIRCONSTANCES DE SENS INVERSE POUR SE LIVRER A DES ADDITIONS FALLACIEUSES. LES ACTIONS QUE LA FRANCE A ETE CONDUITE A ENTREPRENDRE EN AFRIQUE ONT ABOUTI A 3 RESULTATS : D'ABORD CES ACTIONS ONT AU TOTAL, ET VOUS ALLEZ LE VOIR, SERVI A STABILISER L'AFRIQUE. ELLES ONT PROUVE ENSUITE, DANS LE MONDE, QUE LA FRANCE AVAIT LA CAPACITE D'AGIR ET QU'ELLE AVAIT LA VOLONTE DE TENIR SES ENGAGEMENTS. ELLES ONT ENFIN DONNE CONFIANCE AUX COOPERANTS FRANCAIS, PUBLICS ET PRIVES, POUR CE QUI CONCERNE LEUR PROTECTION ET LEUR SECURITE. JE RAPPELLE, PARCE QUE C'EST IMPORTANT DE LE DIRE, QUE CES ACTIONS ONT TOUJOURS ETE DEFENSIVES, QU'ELLES ONT TOUJOURS ETE LIMITEES DANS LE TEMPS ET QU'ELLES ONT TOUJOURS ETE ORIENTEES VERS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS POLITIQUES. ELLES N'ONT ETE _ENTREPRISES QU'A LA DEMANDE INSTANTE DES GOUVERNEMENTS INTERESSES `MAURITANIE ` TCHAD ` ZAIRE`

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES ` RELATIONS FRANCO - ZAIROISES ` REPONSE` CES ACTIONS, QUELLES SONT-ELLES ? JE VAIS LES PASSER RAPIDEMENT EN-REVUE, EN REPONSE A VOS QUESTIONS. D'ABORD L'ACTION QUI S'EST DEROULEE AU SHABA : CETTE ACTION S'EST ACHEVEE CET APRES-MIDI MEME, PUISQUE LE DERNIER ELEMENT FRANCAIS QUI SE TROUVAIT A KOLWEZI A QUITTE CETTE VILLE CET APRES-MIDI ET S'EMBARQUERA DEMAIN DE LUBUMBASHI EN DIRECTION DE LA FRANCE. IL N'Y AURA DONC PLUS AUCUN MILITAIRE FRANCAIS SUR LE TERRITOIRE DU

ZAIRE. CETTE ACTION A ETE _ENTREPRISE POUR SAUVER DES VIES HUMAINES. ET JE M'ETONNE DE LA QUESTION, ET DE LA PRESENTATION, QUE JE PREFERE NE PAS QUALIFIER, QUI A ETE PARFOIS DONNEE DE CETTE ACTION. IL A ETE DIT QUE C'ETAIT L'ARMEE ZAIROISE QUI AVAIT PROVOQUE CES EVENEMENTS. IL Y A UNE ARMEE ZAIROISE DEPUIS MAINTENANT 16 ANS AU ZAIRE ET IL Y A DE TRES NOMBREUX EUROPEENS PARTOUT AU ZAIRE. CE N'EST PAS L'ARMEE ZAIROISE QUI LES A, OU QUE CE SOIT, ATTAQUES OU MIS EN DANGER. IL NE FAUDRAIT PAS QU'A DES FINS EVIDEMENT PARTISANES, ON DENATURE A CE POINT L'EVIDENCE DES CHOSES. LORSQUE LES EVENEMENTS DU SHABA ONT COMMENCE A SE DEROULER, NOUS AVONS VERIFIE UN CERTAIN NOMBRE DE DONNEES DE LA SITUATION. IL S'AGISSAIT DE SAVOIR SI ON AVAIT AFFAIRE A DES ELEMENTS VENUS DE L'EXTERIEUR, ET IL S'AGISSAIT DE SAVOIR S'ILS METTAIENT EN DANGER LA SECURITE DES EUROPEENS ET, EN-PARTICULIER, DE NOS COMPATRIOTES. C'EST LORSQUE NOUS AVONS EU UNE CERTITUDE SUR CES DEUX POINTS, QUE NOUS AVONS DECIDE D'ENTREPRENDRE UNE ACTION. IL VA DE SOI QUE CETTE ACTION NE POUVAIT ETRE _ENTREPRISE QU'A LA DILIGENCE ET SOUS LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT ET DE MOI-MEME, ET QUE L'IDEE D'INSTAURER UN DEBAT PARLEMENTAIRE AU PREALABLE, IDEE QUI A ETE, COMME VOUS LE SAVEZ, ENONCEE ET A MEME FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE PUBLIQUE, JEUDI SOIR, A L'ASSEMBLEE_NATIONALE, ETAIT CONTRAIRE A LA _NATURE MEME D'UNE TELLE OPERATION. COMME TOUTE L'AFRIQUE VIT EN ECOUTANT LA RADIO, IMAGINEZ CE QU'AURAIT ETE LA SITUATION DANS LA VILLE DE KOLWEZI SI L'ON S'ETAIT ATTENDU A CE QUE, LE SURLENDEMAIN, SOIGNEUSEMENT ANNONCE PAR LA RADIO, IL Y EUT UN PARACHUTAGE D'UNITES FRANCAISES

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ZAIROISES ` REPONSE` J'AVAIS MOI-MEME DANS MON BUREAU LA CARTE DE LA VILLE DE KOLWEZI £ IL S'AGISSAIT DE SAUVER LES EUROPEENS, IL FALLAIT ALLER TRES VITE AU CENTRE DE LA VILLE. IL FAUT SAVOIR QUE NOS UNITES PARTAIENT SANS MOYENS DE TRANSPORT, QU'ELLES ETAIENT LARGUEES A 6.000 KILOMETRES DE LEUR BASE, SANS UN VEHICULE ET QU'IL FALLAIT DONC QU'ELLES SOIENT TRES VITE TOUT PRES DU NOYAU DES EUROPEENS, DE FACON A ASSURER, DANS LES QUELQUES QUART D'HEURE LEUR SECURITE IMMEDIATE. IMAGINEZ CE QU'EUT ETE UN DEBAT PARLEMENTAIRE, RETRANSMIS PAR LES ONDES, ANNONCANT UNE TELLE EVENTUALITE. JE PREFERE NE PAS INSISTER SUR CE POINT. MAIS ON OBSERVE QUE CETTE ACTION SE TEINTE, DE LA PART DE CEUX QUI LA CRITIQUENT, D'UN SINGULIER RELENT DE COLONIALISME. IL Y A AUSSI DES AFRICAINS AU ZAIRE. OR, PERSONNE, DANS LES DECOMPTES DE PERTES, N'A COMPTE LES PERTES DES AFRICAINS. POURQUOI ? IL Y A EU, DANS LA VILLE DE KOLWEZI, DE NOMBREUX MORTS AFRICAINS, AVANT MEME L'ARRIVEE DE NOS ELEMENTS. IL Y EN A EU AUSSI APRES. TOUT CECI FAIT PARTIE DES EVENEMENTS QUI SE SONT DEROULES AU SHABA. LORSQUE NOS ELEMENTS SONT ALLES AU SHABA, ILS L'ONT FAIT BIEN ENTENDU A LA DEMANDE ET AVEC L'ACCORD DU GOUVERNEMENT INTERESSE. CAR, DANS LE DROIT INTERNATIONAL ACTUEL, LES GOUVERNEMENTS ONT LEURS PREROGATIVES, ET ON N'IMAGINE PAS QUE DES UNITES MILITAIRES DE TEL OU TEL PAYS, QUELLE QUE SOIT LA SITUATION, PUISSENT SE RENDRE SUR_PLACE SANS L'AVIS ET SANS L'ACCORD EXPRES DES GOUVERNEMENTS INTERESSES. TOUT CECI DOIT ETRE DIT CLAIREMENT. CE N'ETAIT DONC PAS UNE OPERATION PIRATE, SI JE PUIS DIRE, QUI AURAIT ETE MENEE EN IGNORANT LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE ET L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT DE L'ETAT OU SE RENDAIENT CES FORCES

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES` PAR CONTRE, DES LE DEPART, NOUS AVONS SOUHAITE QUE CECI ABOUTISSE A LA PRISE EN CONSIDERATION DES PROBLEMES POLITIQUES DE LA REGION `ZAIRE`. J'AI ETE FRAPPE DE VOIR QUE TEL ETAIT BIEN LE RESULTAT, PUISQUE A L'HEURE ACTUELLE, NOS DERNIERS ELEMENTS

ETAT BIEN LE RESULTAT, PUISQUE A L'HEURE ACTUELLE, NOS DERNIERS ELEMENTS S'EN VONT. EN MEME TEMPS, UN CERTAIN NOMBRE D'ELEMENTS POSITIFS PEUVENT ETRE NOTES COMME, PAR EXEMPLE, LA RENCONTRE ENTRE LE PRESIDENT MOBUTU ET LE PRESIDENT KAUNDA, DU PAYS VOISIN, LA ZAMBIE, QUI SE SONT ENTRETENUS DES PROBLEMES DE LA SECURITE DE LA REGION. COMME, PAR EXEMPLE, LES DECLARATIONS, QUE J'AI NOTEES, DU PRESIDENT NETO DE L'ANGOLA, CONCERNANT LE FAIT QU'IL PRENAIT DES DISPOSITIONS POUR EVITER LE FRANCHISSEMENT DE LA FRONTIERE ET EVENTUELLEMENT, POUR DESARMER LES ELEMENTS QUI REVIENDRAIENT SUR LE SOL DE L'ANGOLA. DONC, APRES CETTE ACTION, LIMITEE DANS LE TEMPS, IL Y A BIEN EU ENSUITE LOCALEMENT UNE PRISE DE CONSCIENCE POLITIQUE DES PROBLEMES DE LA REGION, ET LA FRANCE NE PEUT QUE S'EN FELICITER. ALORS J'AI LU OU VU, A CE PROPOS, QU'ON PARLAIT "D'OTANISATION". JE VOUS DIRAI QUE QUAND LA PENSEE EST FAIBLE, ELLE SE CACHE DERRIERE UN SLOGAN. LE PROBLEME DE L'OTAN C'EST DE SAVOIR SI LES FORCES MILITAIRES FRANCAISES SONT, OU NON, PLACEES SOUS UN COMMANDEMENT INTEGRE. LA QUESTION DE SAVOIR SI LA FRANCE, TOUTE SEULE, DECIDE D'ENVOYER ELLE-MEME DANS UN TERRITOIRE NON COUVERT PAR L'OTAN, UNE UNITE POUR SE PORTER AU SECOURS D'EUROPEENS OU DE COMPATRIOTES MENACES, N'A AUCUN RAPPORT, D'AUCUNE MANIERE, AVEC AUCUN DES PROBLEMES QUE L'OTAN A COMPETENCE POUR TRAITER

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES` PAR CONTRE, LA FRANCE NE SOUHAITE NATURELLEMENT PAS, A ELLE SEULE, TRAITER L'ENSEMBLE DES PROBLEMES DE L'AFRIQUE. ELLE N'A PAS LA PRETENTION DE CONDUIRE UNE ACTION SUR L'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE, TRAITANT DES PROBLEMES ECONOMIQUES, POLITIQUES, DE STABILITE, DE DEVELOPPEMENT DE CE CONTINENT. ELLE SOUHAITE DONC QUE D'AUTRES ETATS AYANT UNE EXPERIENCE AFRICAINE PARTICIPENT AU CONTRAIRE A L'ACTION EN PROFONDEUR DE STABILISATION ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE. C'EST POURQUOI LE PROJET QUE J'AVAIS PROPOSE IL Y A MAINTENANT PRES DE TROIS ANS, ET TOUT A FAIT EN DEHORS DES PROBLEMES DU SHABA, A SAVOIR UN EFFORT ADDITIONNEL DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE, POUR ACCELERER SON DEVELOPPEMENT ET PERMETTRE LA CONSOLIDATION DE SA VIE SOCIALE ET POLITIQUE, RETROUVE SON ACTUALITE. MAIS C'EST UN PROJET QUI EST D'INITIATIVE FRANCAISE ET QUI, DONC, NE TRADUIT AUCUNE MODIFICATION DE LA LIGNE POLITIQUE DE NOTRE PAYS

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES ` REPONSE` DEUXIEME CAS : LA MAURITANIE `SAHARA OCCIDENTAL`. EN CE QUI CONCERNE LA MAURITANIE, OU NOUS N'AVONS PAS DE TROUPES SAUF LA CENTAINE DE COOPERANTS QUI PARTICIPENT A DES ACTIONS DE FORMATION DANS LES ECOLES OU DANS LA VIE TECHNIQUE DE LA MAURITANIE, IL N'Y A EU, COMME VOUS LE SAVEZ, EN 1978 QU'UNE SEULE ACTION. J'AURAIS SOUHAITE, POUR MA PART, QU'IL N'Y EN EUT AUCUNE. QUE S'EST-IL PASSE EN 1977 ? IL Y AVAIT EU AU DEBUT DU MOIS DE MAI `1977 ` DATE`, L'ENLEVEMENT DE 7 FRANCAIS, LA MORT DE DEUX AUTRES. IL N'Y AVAIT A L'EPOQUE, AUCUNE FORCE FRANCAISE DANS LA REGION MAURITANIENNE. NOUS N'AVONS PROCEDE A AUCUNE ACTION MILITAIRE. ET PUIS, VOUS VOUS SOUVENEZ QU'A L'AUTOMNE, DEUX FRANCAIS ONT A NOUVEAU ETE PRIS EN OTAGES. A CE MOMENT LA, LA TOTALITE DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES GRANDS MOYENS D'INFORMATION ATTENDAIT DE SAVOIR CE QUE LA FRANCE AVAIT L'INTENTION DE FAIRE, FACE A UNE TELLE SITUATION. C'EST ALORS QUE NOUS AVONS INDIQUE QUE NOUS PRENDRIONS LES MESURES PROPRES A ASSURER, A LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT MAURITANIEN ET A L'INTERIEUR DE SON TERRITOIRE, LA SECURITE DE NOS COMPATRIOTES. CES ACTIONS SE SONT DEROULEES DEUX FOIS AU MOIS DE DECEMBRE. NOUS AVONS PENSE QU'ETANT DONNE QU'IL S'AGISSAIT D'ASSURER, A L'INTERIEUR DE LA REPUBLIQUE DE

MAURITANIE, A LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT, LA SECURITE DE NOS COMPATRIOTES, IL N'Y AURAIT PLUS DE CIRCONSTANCE DANS LAQUELLE UNE TELLE ACTION SERAIT A NOUVEAU NECESSAIRE. EFFECTIVEMENT, LES QUATRE PREMIERS MOIS DE 1978 SE SONT PASSES SANS QU'IL Y AIT DE CIRCONSTANCE DE CETTE _NATURE. OR, LE JOUR ANNIVERSAIRE - LE JOUR ANNIVERSAIRE - DE LA CAPTURE DES 7 FRANCAIS, AU MEME ENDROIT, C'EST-A-DIRE A ZOUERATE, UNE COLONNE EST REVENUE SUR LE SOL SOUVERAIN DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE. LE GOUVERNEMENT MAURITANIEN, QUI ASSURAIT LA DEFENSE DE LA VILLE, NOUS A DEMANDE DE L'AIDER. ET NOUS L'AVONS FAIT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MAURITANIENNES ` REPONSE` JE VOUS DEMANDE QUELLE EUT ETE LA REACTION DE L'OPINION FRANCAISE SI L'ON AVAIT APPRIS QU'UN AN APRES, AU MEME ENDROIT ET MALGRE LES AVERTISSEMENTS, SUR LE SOL SOUVERAIN DE LA MAURITANIE, DE NOUVEAUX FRANCAIS ETAIENT SOIT TUES SOIT ENLEVES ET QU'ALORS, LE GOUVERNEMENT MAURITANIEN NOUS DEMANDANT NOTRE AIDE, SUR SON SOL, NOUS LA LUI REFUSIONS ? C'EST DONC LE MOTIF POUR LEQUEL IL Y A EU LA SEULE ACTION QUI SE SOIT PRODUITE EN 1978. JE SOUHAITE, POUR MA PART, QUE CETTE ACTION N'AIT PAS A SE REPRODUIRE, ET QUE, QUEL SOIT LE DEBAT QUI A_LIEU PAR AILLEURS, SUR UN AUTRE SUJET QUI NE CONCERNE PAS DIRECTEMENT LA FRANCE DANS SES RESPONSABILITES DE PUISSANCE COLONIALE, PUISQU'IL S'AGIT DU SAHARA EX-ESPAGNOL, JE SOUHAITE DONC QUE, QUELQUE SOIT LE DEBAT QUI SE POURSUIVE PAR AILLEURS ET A PROPOS DUQUEL EN EFFET, DES DISCUSSIONS PEUVENT AVOIR_LIEU, IL N'Y AIT PLUS SUR LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE DE MAURITANIE, DES ACTIONS QUI METTENT EN DANGER LA VIE DE NOS COMPATRIOTES ET QUI AMENENT CE GOUVERNEMENT A NOUS DEMANDER NOTRE APPUI

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES` A CE PROPOS, JE VOUDRAIS M'ELEVER CONTRE UNE CAMPAGNE QUE JE TROUVE VERITABLEMENT INDIGNE ET IMPREGNEE, LA AUSSI, C'EST TRES FRAPPANT, D'UN RELENT D'ESPRIT COLONIALISTE, QUI EST LA CAMPAGNE CONTRE LES DIRIGEANTS AFRICAINS. VOUS AVEZ DIT TOUT A L'HEURE QUE LA FRANCE SOUTENAIT DES REGIMES CORROMPUS. A QUEL_TITRE ET DE QUEL DROIT PORTEZ-VOUS UN TEL JUGEMENT ? LE REGIME DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE EST UN REGIME D'UNE PARFAITE DIGNITE QUI, D'AILLEURS, JUSQU'A CES EVENEMENTS, FAISAIT L'OBJET DE LA CONSIDERATION DE L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES ARABES, ISLAMIQUES, ET JE N'AI RENCONTRE PERSONNE, PERSONNE QUI METTE EN DOUTE LES QUALITES HAUTEMENT RESPECTABLES DU CHEF_DE_L_ETAT MAURITANIEN. A QUEL_TITRE ETABLIRIONS-NOUS EN AFRIQUE UNE CLASSIFICATION, ET D'AILLEURS, QUI LA FERAIT ? QUI LA FERAIT ? CONCERNANT LA _NATURE DES REGIMES, LE DEGRE DE LA LIBERTE POLITIQUE, LES DROITS DE L'OPPOSITION A S'EXPRIMER, LE NOMBRE D'EXECUTIONS SOMMAIRES QUI ONT _LIEU, QUI FERAIT CETTE CLASSIFICATION ? LA FRANCE CONNAIT DES ETATS, ELLE AGIT VIS-A-VIS D'ETATS, DE GOUVERNEMENTS LEGITIMES DE CES ETATS COMME ELLE LE FAIT DANS LE RESTE DU MONDE. MAIS NOUS N'ALLONS PAS GARDER DES SOUVENIRS DU PASSE LE DROIT D'ETABLIR JE NE SAIS QUELLE CLASSIFICATION, QUELLE COTE DE VALEUR, EN CE QUI CONCERNE LES DIRIGEANTS DE L'AFRIQUE. JE VOUS DIRAI LA MEME CHOSE DU TCHAD : LES DIRIGEANTS DU TCHAD, LES DIRIGEANTS MILITAIRES DU TCHAD SONT DES HOMMES QUI SONT HONNETES ET QUI, DANS DES CONDITIONS TRES DIFFICILES - C'EST UN PAYS TRES DIFFICILE, QUI A DE TRES GRANDS PROBLEMES - N'APPELLENT PAS, NON PLUS, UN JUGEMENT CRITIQUE FACILE ET DESOBLIGEANT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE` JE SOUHAITERAIS LORSQUE L'ON PARLE DU TCHAD, QUE L'ON VEUILLE BIEN RAPPELER LA

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS. D'ABORD, NOUS NE SOMMES PAS INTERVENUS DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU TCHAD, JE LE RAPPELLE. LORSQUE J'AI ETE ELU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EN 1974, C'ETAIT LE PRESIDENT TOMBALBAYE QUI ETAIT PRESIDENT DU TCHAD. IL A ETE RENVERSE EN AVRIL 1975 `DATE` PAR UN COUP D'ETAT ET REMPLACE PAR LE CONSEIL SUPERIEUR MILITAIRE DU PRESIDENT MALLOUM. LA FRANCE N'EST EN RIEN INTERVENUE DANS CE CHANGEMENT POLITIQUE. DEUXIEME EXEMPLE : LES EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS AU TIBESTI OU DANS L'ENEDI, OU IL Y A EU, EN EFFET, UNE REVOLTE. CETTE REVOLTE DES POPULATIONS LOCALES A ABOUTI A LA PRISE DE BARDAI AU PRINTEMPS 1977, IL Y A JUSTE UN AN ET LA FRANCE N'EST PAS INTERVENUE. ELLE A ABOUTI ENSUITE A LA PRISE DE LA VILLE DE FAYA-LARGEAU AU MOIS DE JANVIER - FEVRIER `1978 ` DATE`. LA FRANCE N'EST PAS INTERVENUE. AUCUN MILITAIRE FRANCAIS N'A PARTICIPE A CES ACTIONS. DONC LA FRANCE N'EST PAS INTERVENUE SYSTEMATIQUEMENT DANS LES AFFAIRES DU TCHAD. QU'EST-CE QUI S'EST PASSE ? D'ABORD, AU MOIS DE FEVRIER DERNIER, IL Y A EU UN SENTIMENT D'INQUIETUDE DE LA POPULATION DE N'DJAMENA, DONT D'AILLEURS LA PRESSE S'EST FAIT LARGEMENT L'ECHO PUISQUE LES PREMIERES PAGES ONT PUBLIE DES PHOTOS, DES TITRES SUR LES INQUIETUDES DES FRANCAIS DE N'DJAMENA. J'AI GARDE NATURELLEMENT SOIGNEUSEMENT CE DOSSIER. A CE MOMENT-LA, LA SEULE CHOSE QUE NOUS AVONS FAITE, A ETE D'ENVOYER UN PETIT ECHELON MILITAIRE, 170 `NOMBRE` PERSONNES, DANS UN CAMP QUI SE TROUVE AU NORD DE N'DJAMENA, A MOUSSORA, POUR ASSURER, DANS L'HYPOTHESE OU UNE EVACUATION APPARAITRAIT NECESSAIRE, LA SECURITE DES COOPERANTS ET DE LA POPULATION FRANCAISE DE N'DJAMENA. C'EST LA SEULE DECISION QUI A ETE PRISE A CE MOMENT LA. D'AILLEURS, IL VALAIT MIEUX PRENDRE UNE TELLE DECISION A L'AVANCE, CAR SI L'ON AVAIT DU EN EFFET ENVISAGER UN REPLI OU UN DEPART PRECIPITE DE NOS COMPATRIOTES, IL VALAIT MIEUX AVOIR PRIS A TEMPS DES DISPOSITIONS MODESTES DE SECURITE..

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE` LE 27 MARS, IL Y A EU LA SIGNATURE DU CESSEZ-LE-FEU, SIGNE A SEBAH, EN LIBYE, EN PRESENCE DE TROIS PAYS INTERESSES, LA LIBYE, LE SOUDAN ET LE NIGER, D'UNE_PART PAR LES REPRESENTANTS DU FROLINAT, D'AUTRE_PART PAR LES REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT DU TCHAD ET DU PRESIDENT MALLOUM. CE CESSEZ-LE-FEU A DONC ETE SIGNE LE 27 MARS `1978 ` DATE`. LORSQU'IL A ETE SIGNE, IL Y AVAIT AU TCHAD UNIQUEMENT LES 170 FRANCAIS QUI AVAIENT ETE ENVOYES LA A-TITRE DE PRECAUTION POUR ASSURER LA SECURITE DE NOS COMPATRIOTES DE N'DJAMENA. C'EST QUELQUES SEMAINES APRES QU'UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIONS ONT ETE _ENTREPRISES EN DIRECTION DU SUD, ET EN VIOLATION MANIFESTE DU CESSEZ-LE-FEU. C'EST A-PARTIR DE CETTE SITUATION QUE NOUS AVONS ETE CONDUITS EN EFFET A RENFORCER NOS MOYENS DE SECURITE, CONSIDERANT QU'A-PARTIR DU MOMENT OU IL Y AVAIT UN ACCORD FORMEL DE SECURITE, ET OU DONC TOUS LES RESPONSABLES TENAIENT POUR ASSURE LE FAIT QU'IL N'Y AURAIT PAS DE COMBAT AU TCHAD, NOUS NE POUVIONS PAS NOUS TROUVER DANS UNE SITUATION OU TOUT A COUP FERAIENT IRRUPTION ICI OU LA DES BANDES ARMEES QUI AGIRAIENT EN VIOLATION DE CE CESSEZ-LE-FEU. C'EST POURQUOI NOUS AVONS DISPOSE DANS LE SUD CERTAINS MOYENS DE SECURITE, QUI AVAIENT POUR OBJET D'ASSURER LA STABILITE DE LA REGION OU ILS ETAIENT, ET LA SECURITE DE LA CAPITALE PENDANT LA DUREE DU CESSEZ LE FEU

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE` JE REGRETTE QUE DANS LA PRESENTATION QUI EST FAITE A L'OPINION FRANCAISE DES EVENEMENTS DU TCHAD, ON NE RAPPELLE PAS A CHAQUE FOIS QUE LES FORCES FRANCAISES NE SONT INTERVENUES QUE LORSQU'IL Y A EU DES OFFENSIVES EN VIOLATION DU CESSEZ-LE-FEU, ET PROFONDEMENT A L'INTERIEUR DU SUD DU TCHAD

VIOLATION DU CESSEZ-LE-FEU, ET PROFONDEMENT A L'INTERIEUR DU SUD DU TCHAD, C'EST-A-DIRE AU-DELA DE LA LIGNE COUVERTE PAR LES ACCORDS ET DANS LA ZONE OU SONT DEPLOYEES LES FORCES GOUVERNEMENTALES. CECI ETANT, ON A RACONTE QUE LES FORCES FRANCAISES AVAIENT TENDU JE NE SAIS QUEL PIEGE OU JE NE SAIS QUEL TRAQUENARD AUX FORCES ADVERSES. TOUT CECI EST TOUT A FAIT INEXACT, ELLES ONT SIMPLEMENT AGI EN REACTION A DES OFFENSIVES EN VIOLATION DU CESSEZ-LE-FEU, ET DANS LA ZONE SUD DU PAYS. LE RESULTAT DE CETTE ACTION, C'EST QU'ALORS QU'AU MOIS DE FEVRIER ON CRAIGNAIT UNE SORTE D'EFFONDREMENT, DE DISLOCATION DU TCHAD, ET QU'ON ANNONCAIT LE SOULEVEMENT DES POPULATIONS, CE SOULEVEMENT DES POPULATIONS NE S'EST PAS DU TOUT PRODUIT. ALORS QU'IL Y A QUELQUES SEMAINES ON AVAIT DES ACTIONS OFFENSIVES IMPORTANTES, ET QUI POUVAIENT CREER EN EFFET UNE SITUATION DE GRANDE CONFUSION POLITIQUE AU TCHAD ET DANS LA REGION, A L'HEURE ACTUELLE LA SITUATION EST AU CONTRAIRE PLUS CALME
-\
`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE` C'EST POURQUOI JE CONSIDERE QUE LES CONDITIONS SONT REUNIES POUR UNE SOLUTION POLITIQUE, CAR L'OBJECTIF DE LA POLITIQUE FRANCAISE, C'EST DE PERMETTRE QU'UNE SOLUTION POLITIQUE APPROPRIEE SOIT APPORTEE AU PROBLEME DU TCHAD. POURQUOI DIS-JE QUE LES CONDITIONS SONT DESORMAIS REUNIES ? C'EST D'ABORD PARCE QUE DU POINT_DE_VUE DES ETHNIES PRINCIPALES, CHACUN EST CHEZ SOI. DANS LE TIBESTI, LES HABITANTS SONT CHEZ EUX £ DANS L'ENEDI, ILS SONT CHEZ EUX £ DANS LE SUD, ILS SONT CHEZ EUX. IL N'Y A DONC PAS D'AFFRONTEMENT, ET D'AILLEURS IL N'Y A DANS AUCUNE REGION DU PAYS DE MOUVEMENT DE SOULEVEMENT DE LA POPULATION. D'AUTRE_PART JE PENSE QUE DANS CETTE SITUATION DESORMAIS DE CESSEZ-LE-FEU, IL EST POSSIBLE D'ENTREPRENDRE LA REUNION ET LA CONFRONTATION DES DIFFERENTES TENDANCES POLITIQUES POUR DEGAGER UNE SOLUTION POLITIQUE. LA FRANCE SOUHAITE DONC QUE LE GOUVERNEMENT TCHADIEN PRENNE DES INITIATIVES EN_VUE D'UNE SOLUTION POLITIQUE. ELLE EST PRETE A UTILISER SON INFLUENCE POUR EN FACILITER L'ABOUTISSEMENT. ELLE SOUHAITE QUE LES AUTRES PAYS DE LA REGION INTERESSES, ET NOTAMMENT LES PAYS RIVERAINS DU TCHAD, EXERCENT DE LEUR COTE LA MEME INFLUENCE EN_VUE D'ABOUTIR A UNE SOLUTION POLITIQUE TENANT_COMPTE DE LA DIVERSITE ET DES PROBLEMES PARTICULIERS DU PAYS. J'AI D'AILLEURS DE BONNES RAISONS DE PENSER QUE TELLE EST BIEN L'INTENTION ET L'ATTITUDE DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA REGION
-\
ALAIN VERNAY (LE_FIGARO `JOURNAL`).- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION A PROPOS D'UNE DECLARATION QUE VOUS AVEZ FAITE ICI MEME EN OCTOBRE 1974. VOUS DISIEZ ALORS : LE MONDE EST MALHEUREUX, ET IL EST MALHEUREUX PARCE QU'IL NE SAIT PAS OU IL VA, ET PARCE QU'IL DEVINE QUE S'IL LE SAVAIT, CE SERAIT POUR DECOUVRIR QU'IL VA A LA CATASTROPHE. TROIS ANS HUIT MOIS PLUS TARD, A TROIS SEMAINES PRES, TIENDRIEZ-VOUS LE MEME LANGAGE, OU VOTRE ANALYSE GLOBALE A-T-ELLE CHANGE ? LE PRESIDENT.- JE SENS QUE VOTRE QUESTION, D'APRES SON INTITULE, EST LA DERNIERE QUESTION. POURTANT IL Y A BEAUCOUP DE SUJETS SUR LESQUELS J'AURAIS SOUHAITE M'EXPLIQUER DEVANT VOUS. MAIS LE RESPECT DES HORAIRES, LES OBLIGATIONS DES GRANDS MOYENS D'INFORMATION NE PERMETTENT PAS DE PROLONGER AU-DELA DE 6 HEURES `18 HEURES` CET ENTRETIEN QUE NOUS RENOUVELLERONS A L'AUTOMNE
-\
`REPONSE` JE VOUS INDIQUE SIMPLEMENT D'UN MOT QUE, DANS LES SUJETS QUE JE _COMPTAIS TRAITER, IL Y AVAIT LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES ET LE SOMMET DES PAYS EUROPEENS. JE CONSIDERE EN EFFET COMME TRES IMPORTANT DE PROFITER DE CES RENCONTRES POUR PRENDRE UN CERTAIN NOMBRE DE DECISIONS, D'UNE_PART DE STABILISATION AU POINT_DE_VUE MONETAIRE ET, D'AUTRE_PART DE

SOUTIEN DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI AU POINT_DE_VUE ECONOMIQUE. JE SOUHAITE, D'UNE_PART, QUE NOUS PUISSIONS ABOUTIR A FAIRE DE L'EUROPE UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE - J'AI DE BONNES RAISONS DE PENSER QUE NOUS PROGRESSERONS A CET EGARD - JE SOUHAITE, D'AUTRE_PART, QUE L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS AU SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES APPORTE UNE CONTRIBUTION AU SOUTIEN DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI. NOUS PARTICIPONS ACTIVEMENT A LA PREPARATION DE CE SOMMET. J'AURAIS VOULU PARLER AUSSI D'AUTRES MESURES QUI POURRAIENT ETRE PRISES SUR-LE-PLAN INTERIEUR POUR CORRIGER CERTAINES INJUSTICES £ VOUS ME REPOSEREZ DONC LA QUESTION, PUISQU'ELLE NE M'A PAS ETE POSEE AU-COURS DE CETTE REUNION

-\

ET J'EN VIENS A MA REPONSE A VOTRE QUESTION, QUI ME FOURNIRA L'OCCASION DE VOUS DIRE QUEL EST LE TROISIEME OBJECTIF DE MON ACTION. LE TROISIEME OBJECTIF DE MON ACTION, C'EST DE FAIRE QUE LA FRANCE ENTRE EN BON _ETAT DU POINT_DE_VUE CULTUREL, DU POINT_DE_VUE POLITIQUE ET DU POINT_DE_VUE SOCIAL DANS LE TROISIEME MILLENAIRE. CELA VOUS PARAITRA PEUT-ETRE UNE AMBITION TRES LOINTAINE OU TRES ABSTRAITE. ELLE NE L'EST PAS. DES A PRESENT, UN CERTAIN NOMBRE DE DOSSIERS QUE NOUS AVONS A ETUDIER - DOSSIER SCIENTIFIQUE, DOSSIER ENERGETIQUE, DOSSIER DE DEFENSE, DOSSIER D'EDUCATION, DOSSIER DE SANTE - SONT DES DOSSIERS DONT LES PROLONGEMENTS S'ETALENT SUR LES VINGT PROCHAINES ANNEES. ILS DEFINIRONT DONC LA POSITION DE LA FRANCE LORSQU'ELLE ENTRERA DANS LE TROISIEME MILLENAIRE. PUISQUE L'HISTOIRE S'ACCROCHE A DES DATES, JE CROIS QU'IL EST TRES IMPORTANT QUE NOTRE PAYS, TEL QU'IL EST, AVEC SA CAPACITE, SON CARACTERE, SES RESSOURCES, SES MOYENS, SES AMBITIONS, ENTRE, COMME JE VOUS L'AI DIT, EN BON _ETAT DANS LE TROISIEME MILLENAIRE ET QU'A CETTE OCCASION IL CONSTITUE L'EXEMPLE DE CE QUE POURRAIT ETRE UNE SOCIETE LIBRE, PACIFIQUE, JUSTE, ET QUI EN MEME TEMPS SACHE S'ADAPTER AU PROGRES ET LE CONDUIRE EN CE QUI LA CONCERNE. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE - RAISON PROFONDE, AU-DELA D'ELEMENTS DE CIRCONSTANCE - JE SOUHAITE QUE LA FRANCE SOIT DESORMAIS PRESENTE DANS TOUS LES LIEUX ET DANS TOUS LES DEBATS, ET EN RELATION AVEC TOUS CEUX QUI ONT A PREPARER OU A CONDUIRE LES ORIENTATIONS QUI SERONT CELLES DU MONDE AU DEBUT DE CE PROCHAIN MILLENAIRE. JE VOUS REMERCIE, MESDAMES ET MESSIEURS

-\